

# Registre des délibérations - décisions

## TOME IV

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 29 mai 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29/06/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

**3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX**

Inchangé

**4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS**

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs ou cités dans le présent avenant.

**5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES**

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,  
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

**Maîtrise d'Ouvrage**

**VILLE DE MONTPELLIER**

**Mandataire du maître de l'ouvrage**

**SERM**

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502  
34960 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

**Groupement de maîtrise d'œuvre**

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)  
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

**155 T 08.05**

**Lot n° 13 : Menuiseries intérieures bois**

**AVENANT N° 02**

Titulaire  
**BLACHERE**  
ZA Hospitalet  
Chemin Hospitalet  
30140 BAGARD

Avril 2012



**SOMMAIRE**

<b>1.</b>	<b>ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....</b>	<b>3</b>
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	4
<b>2.</b>	<b>ARTICLE 2 – MONTANT DE L’AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>3.</b>	<b>ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX .....</b>	<b>6</b>
<b>4.</b>	<b>ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS.....</b>	<b>6</b>
<b>5.</b>	<b>ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES .....</b>	<b>6</b>

**Le présent avenant est passé entre les soussignés:**

SERM :Mandataire du Maître d'Ouvrage, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et

D'autre part,

L'entreprise BLACHERE représentée par Monsieur Eric BLACHERE

D'autre part

**1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT**

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 08.05 pour la réalisation des travaux du lot 13 : Menuiseries intérieures bois

Le marché a été notifié le 21 Mars 2008 pour un montant de 2 595 663,26 € HT et le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 Février 2008, pour l'ensemble de l'opération pour une durée de 33 mois., a été notifié à l'entreprise par ordre de service n°1.

Par avenant n°1 au présent lot 13 notifié par OS n°11 du 20 Juin 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 283 664,60€ HT, qui a porté le montant du marché initial à **2 879 327,86€ HT**

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, de la réalisation de différents travaux supplémentaires qui s'avèrent nécessaires à la réalisation et à la finition de l'ouvrage.

### 1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise, analysés et validés par le maître d'œuvre. Ils restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous  
**BLACHERE (lot Menuiseries intérieures Bois)**

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas	
OS 012 - tablettes					41 465,00	
OS 013 - moins value portes salle du conseil	-20 200,00					
OS 014 - faux plafond du Maire		61 464,00				
OS 016 - modifications portes - devis 24-B	79 090,54					
OS 017 - pose et repose VC pour AXIMA					2 520,00	
OS 018 - option 4,1,2 GC escalator	17 480,00					
Avenant 02 - moins value organigramme	-33 155,00					
Avenant 02 -aménagement de la zone du Maire		148 316,55				
Avenant 02 - découpe de trappe pour accès vannes d'AXIMA					1 170,00	
Avenant 02-aménagement locaux divers		71 419,00				
Avenant 02 -travaux divers	17 477,50	4 607,90		2 752,00	6 953,50	
Avenant 02 -régularisation de l'OS n°18	12 420,00					
Avenant 02 - dégradation de coffres ventilo convecteurs par LABASTERE					17 140,00	
Avenant 02 - dégradation de coffres ventilo convecteurs par LAUBEUF					2 160,00	
Avenant 02 - dégradation de coffres ventilo convecteurs par BEC					7 390,00	
Avenant 02 - ajustement à la non-conformité des plancher					23 442,56	
Avenant 02 - pose de portes et équipements provisoires					2 600,00	
Avenant 02 - fermeture provisoire au droit du monte charge					8 705,00	
Moins Value nettoyage					-10 036,67	
Avenant 02 - mise en place de ventouses	7 935,00					
Avenant 02 - aménagement supplémentaire noyau D niv.08	3 250,00					
Avenant 02 - portes cloison salle de réunion					1 122,64	
Avenant 02 - modification système d'ouverture SAS VIP	3 090,00					
						480 579,52

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
OS 12 - Fourniture et pose de tablettes en allège	Adaptation architecturale aux passages de câbles pour les contacts de feuillure, les contacts de GTC, l'alimentation des brise-soleil et les boîtiers de commande des brise-soleil. Tous ces câblages n'ayant pas été anticipés au cours de la synthèse, les passages ont dû être fait en apparents.
OS 13 -Moins value des portes salle du conseil	Suite à la modification de la salle du conseil notifié par l'OS n°04 au Lot 13, 6 portes ont été supprimées et les deux portes d'accès à la salle des pas perdus ont été passées au Lot 15.
OS 14 -Faux plafond du Maire	Proposition architecturale de la Maîtrise d'Oeuvre de modifier la nature du plafond initialement prévu de type BO2a au Lot 11 par un plafond type TOPACOUSTIK.
OS 16 – modification de portes	Incidences financières des diverses demandes de la Ville relatives à des modifications de cloisonnement ou d'utilisation des locaux.
OS 17 – pose et repose de coffres ventilo-convecteurs	Pose et repose des coffres de ventilo-convecteurs au droit des vannes afin de permettre à l'entreprise AXIMA d'effectuer les réglages du chauffage en allège pour la mise en service du bâtiment.
OS 18 – garde-corps escalator	Réalisation du garde-corps des escalators noyau A entre le niveau OB et le niveau OH prévu en option et non notifié dans le marché initial.
Moins value organigramme	Reprise par la Ville de l'organigramme du bâtiment avec la fourniture et pose des canons. L'entreprise BLACHERE ayant effectué une étude au préalable avec la collecte de toutes les informations des entreprises concernées.

Aménagement de la zone du Maire	Proposition architecturale de la Maîtrise d'œuvre, validée par Madame Le Maire, pour l'aménagement du Noyau D du niveau 08
Découpe trappes d'accès dans les coffres de ventilo-convecteurs	Mise en place des réseaux d'alimentation des ventilo-convecteurs bien en amont de la mise en place des coffres de ventilo-convecteur impliquant l'adaptation par la création de trappes ponctuelles pour permettre la coupure en urgence de vannes d'arrêt de l'arrivée d'eau dans les ventilo-convecteurs.
Aménagements divers de locaux	Pour répondre à des demandes de la Ville pour l'aménagement de divers locaux tels que la salle Hors Sac (moins value faite au Lot 24a), aménagement de la cuisine et du Bar du Maire, équipements supplémentaires du bureau du Maire.
Travaux divers	Modifications de portes et trappes demandées par la Ville et le bureau de contrôle ainsi que des placards techniques complémentaires sur proposition de l'architecte
Régularisation de l'OS 18	Régularisation de l'OS 18 pour validation du montant initialement à l'option 4.1.2 du marché global et forfaitaire.
Dégradation de coffres de ventilo convecteur	Dégradation des ouvrages du Lot 13 en cours de chantier suite à des intervention ou des infiltrations d'eau. En moins value aux entreprise LABASTERE, LAUBEUF et BEC selon répartitions du tableau ci-dessus.
Ajustement à la non-conformité des planchers	Suite aux problèmes d'altimétries des planchers l'entreprise BLACHERE a du réajuster un grand nombre de cadre de porte. En moins value à l'entreprise CASTEL lors du DGD.
Pose de porte et équipements provisoires	Mise en place de portes et équipement provisoirs en phase chantier pour les locaux de la MOE et salles de réunion. Prestations prévues intégralement à l'entreprise CASTEL dans le cadre de son marché. En moins value à l'entreprise CASTEL lors du DGD.
Fermeture provisoires au droit du monte charge	Mise en place de fermetures provisoires pour le bon fonctionnement du chantier et de la mise hors d'air. En moins value à l'entreprise CASTEL lors du DGD.
Moins value nettoyage	Moins value pour nettoyage réalisé par l'entreprise Vincent Nettoyage en fin de chantier après clôture du compte prorata.
Mise en place de ventouses	Maintien ouvert sur ventouse raccordée au SSI de portes de recoupement, à la demande du Maître d'ouvrage.
Aménagement supplémentaire noyau D niveau 08	Ensemble étagères, caissons cuisine pour l'aménagement du noyau D niveau 08.
Portes cloison salle de réunion	Demande complémentaire faite à l'entreprise BLACHERE en moins value à l'entreprise CLESTRA pour la fourniture et pose de 2 portes, en substitution d'une cloison démontable avec portes, afin de respecter les délais de commande.
Modification du système d'ouverture ASA VIP	Modification de la détection pour l'ouverture de la porte coulissante vitrée du SAS VIP, à la demande du Maître d'Ouvrage.

## 2. **ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ**

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché initial	2 595 663,26 €
Avenant 01	283 664,60 €
Avenant 02	480 579,52 €

**Montant total du nouveau marché 3 359 907,38 €**

**3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX**

Inchangé

**4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS**

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

**5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES**

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,  
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

**Maîtrise d'Ouvrage**

**VILLE DE MONTPELLIER**

**Mandataire du maître de l'ouvrage**

**SERM**

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502  
34960 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

**Groupement de maîtrise d'œuvre**

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)  
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

**155 T 07.06**

**Lot n° 21 : Métallerie - Miroiterie**

**AVENANT N° 02**

Titulaire  
**FONTBONNE & FILS SAS**  
57, rue Emile Zola  
69 151 Decines

Mars 2012

**SOMMAIRE**

<b>1.</b>	<b>ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT .....</b>	<b>3</b>
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHÉ.....	4
<b>2.</b>	<b>ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>3.</b>	<b>ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
<b>4.</b>	<b>ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS.....</b>	<b>5</b>
<b>5.</b>	<b>ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES .....</b>	<b>5</b>

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Mandataire du Maître d'Ouvrage, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et l'entreprise FONTBONNE & Fils SAS représentée par Monsieur FONTBONNE

D'autre part,

D'autre part

## **1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT**

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.06 pour la réalisation des travaux du lot 21 : Serrurerie – Métallerie du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Le marché a été notifié le 6 juin 2007 pour un montant de 2 175 708,20 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2007 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Par avenant n°1 au présent lot 21 notifié par OS n° 20 du 01 Avril 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 473 412,78€ HT, qui a porté le montant du marché initial à **2 649 121,20€ HT**

Le présent Avenant n°2 a pour objet la clôture technique et financière du le marché de travaux, pour la réalisation de différents travaux supplémentaires qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise.

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise, analysés et validés par le maître d'œuvre.



### 1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous  
**FONTBONNE & Fils (lot Métallerie - Miroiterie)**

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas
OS018- bilan porte n°2+édicule toiture - devis n°36	38 430,00			1 720,00	
OS019- caniveaux LED - devis n°37-bis		11 890,00			
OS020- garde corps façade Nord 23,54 - devis n°40		5 911,00			
OS023- modification des portes en verrou motorisé - devis n°51				20 520,00	
Devis 50, 54 et 69 -divers complément caillebotis et modification portes complémentaires				8 522,60	38 860,00
Devis 55 - bandeaux DAS Etat Civil				2 300,00	
Devis 59 - boîte à clé manette AE rideau CF AL				185,00	
Devis 60 -ventouse portail AL	1 150,00				
Devis 61 - complément portail entre poteau et GC niveau OH		1 250,00			
Devis 62 - modification GC noyau D niveau OH				1 150,00	
Devis 64 - plaque de polycarbonate anti effraction		1 830,00			
Devis 68bis - fourniture et pose de ventouse	48 399,57				
					182 118,17

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
OS018 – bilan porte n°2 + édicule toiture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modification du programme d'aménagement du Maître d'Ouvrage impliquant des modifications des portes de recoupement des niveaux 08, 07 et 06.</li> <li>- Mise en place d'un portillon de sécurité à la sortie de la gaine visitable en toiture suite à la demande du bureau de contrôle.</li> </ul>
OS019 – caniveaux LED	Fabrication et pose d'un caniveau en pied de façade Nord dans la Salle de Réception et la Salle du Conseil pour la mise en place d'un éclairage LED.
OS020 – Garde Corps façade Nord niv.OH	Mise en place d'un Garde Corps complémentaire en façade Nord pour la terrasse de la Salle de Réception, le garde-corps initial prévu au marché en bardage ne répondant pas aux normes de sécurité.
OS023 – modification de portes	Désactivation des ventouses électromagnétiques en faveur de verrous motorisés en applique sur 4 portes de recoupement à la demande du Maître d'Ouvrage.
Avenant 02 - divers complément caillebotis et modification portes complémentaires	Mise en place de caillebotis et tôles diverses pour adaptation en fin de chantier et portes provisoires et complémentaires.
Avenant 02 – bandeaux DAS Etat Civil	Demande du Maître d'Ouvrage de garder les portes ouvertes aux heures d'ouverture.
Avenant 02 – boîte à clé manette AE	Mise sous clé de la vanne d'alimentation d'eau du rideau d'eau dans l'Aire de Livraison à la demande des pompiers.
Avenant 02 – ventouse portail Al	Mise en place d'une ventouse sur le portail de l'Aire de Livraison à la demande du Maître d'Ouvrage.
Avenant 02 – Complément Garde-Corps	Fabrication et pose d'un complément de garde-corps au droit du poteau sur la terrasse du niveau OH afin de répondre à la réglementation.
Avenant 02 – modification garde-corps noyau D	Modification du garde-corps du noyau D niveau OH afin de permettre l'ouverture complète de la porte pompier.
Avenant 02 – plaque de polycarbonate anti intrusion	Mise en place de plaques de polycarbonate bloquant le passage de la main au droit des BG vert et crémones pour l'anti intrusion.
Avenant 02 – fourniture et pose de ventouse	Mise en place de ventouses en applique, y compris raccordement au SSI, à la demande du Maître d'Ouvrage.

**2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ**

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial	2 175 708,42 €
Avenant 01	473 412,78 €
Avenant 02	182 118,17 €
<b>Montant total du Nouveau Marché</b>	<b>2 831 239,37 €</b>

**3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX**

Inchangé

**4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS**

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs ou cités dans le présent avenant.

**5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES**

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,  
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

**Maîtrise d'Ouvrage**

**VILLE DE MONTPELLIER**

**Mandataire du maître de l'ouvrage**

**SERM**

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502  
34960 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

**Groupeement de maîtrise d'œuvre**

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)  
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

**155 T 11.03**

**Lot n° 18 : TAPIS INOX**

**AVENANT N° 01**

Titulaire  
**FONTBONNE & FILS SAS**  
57, rue Emile Zola  
69 151 Decines

Avril 2012

**SOMMAIRE**

<b>1.</b>	<b>ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....</b>	<b>3</b>
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHÉ.....	3
<b>2.</b>	<b>ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
<b>3.</b>	<b>ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX .....</b>	<b>4</b>
<b>4.</b>	<b>ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS.....</b>	<b>4</b>
<b>5.</b>	<b>ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES .....</b>	<b>4</b>

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Mandataire du Maître d'Ouvrage, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

Et l'entreprise FONTBONNE & Fils SAS représentée par Monsieur FONTBONNE

D'autre part,

D'autre part

## 1. ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 11.03 pour la réalisation des travaux du lot 18 : Tapis Inox du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Le marché a été notifié le 20 juin 2011 pour un montant de 96 090,00 € HT par ordre de service n°1 et le délai des travaux fixé à 8 mois à compter de la réception de cet ordre de service.

Le présent Avenant a pour objet la clôture technique et financière du le marché de travaux, pour la réalisation de différents travaux supplémentaires qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise.

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise, analysés et validés par le maître d'œuvre.

### 1.1. Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou restent à réaliser dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous  
**FONTBONNE & Fils (lot Tapis Inox)**

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas	
Avenant - suppression des postes 2,1 et 2,2		-96 090,00				
Avenant - caniveau Inox Etat Civil		38 000,00				
						-58 090,00

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Avenant	Suppression de l'ensemble des Tapis Inox initialement prévus et création d'un caniveau Inox au droit des pupitres de l'Etat Civil.

## 2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial	96 090,00 €
Avenant 01	-58 090,00 €
<b>Montant total du Nouveau Marché</b>	<b>38 000,00 €</b>

**3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX**

Inchangé

**4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS**

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs ou cités dans le présent avenant.

**5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES**

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,  
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Direction des Ressources  
Humaines  
Gestion Prévisionnelle des  
Postes et des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 256

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte :

### I - Créations de postes :

#### Filière administrative :

Directeur territorial : Création de deux postes

#### Filière animation :

Animateur principal 1<sup>ère</sup> classe : Créations de deux postes

Animateur : Création de deux postes

#### Filière culturelle :

Conservateur du patrimoine chef : Création d'un poste

Assistant de conservation principal 1<sup>ère</sup> classe : Création d'un poste

Assistant de conservation principal 2<sup>ème</sup> classe : Création d'un poste

#### Filière médico-sociale :

Puéricultrice classe supérieure : Création de quatre postes

Educateur Chef Jeunes Enfants : Créations de quatre postes

Biologiste-Vétérinaire Pharmacien 2<sup>ème</sup> classe : création d'un poste

#### Filière sportive :

Educateur principal 2<sup>ème</sup> classe : Création d'un poste

#### Filière technique :

Ingénieur en chef classe exceptionnelle : Création de cinq postes

Ingénieur en chef classe normale : Création d'un poste

Ingénieur principal : Création de deux postes

Cadre d'emploi Technicien : création de trois postes suite à l'avis du CTP du 27 janvier 2012

### II - Suppressions de postes :

#### Filière administrative :

Attaché : Suppression de deux postes

Rédacteur Chef : suppression d'un poste suite au départ d'un agent

Rédacteur : Suppression d'un poste suite à un changement de filière d'un agent

Adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de deux postes

Adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de sept postes

Adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de vingt postes

Adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de vingt postes

**Filière animation :**

Animateur principal 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de deux postes

**Filière culturelle :**

Conservateur du patrimoine : Suppression d'un poste

**Filière médico-sociale :**

Educateur principal jeunes enfants : Suppression de quatre postes

**Filière sécurité :**

Chef de police municipale : Suppression d'un poste suite à la suppression du grade

Brigadier : Suppression de cinq postes

Gardien de police municipale : Suppression de quatorze postes

**Filière sportive :**

Educateur APS : Suppression d'un poste

**Filière technique :**

Ingénieur Chef classe exceptionnelle : suppression d'un poste suite à un départ à la retraite Ingénieur :  
Suppression de quatre postes

Adjoint Technique Principal 1<sup>ère</sup> classe : suppression de cinq postes

Adjoint Technique Principal 2<sup>ème</sup> classe : suppression de quarante postes

Adjoint Technique 1<sup>ère</sup> classe : suppression de quinze postes

**III - Ouverture de poste à un agent non titulaire :**

**Direction de la Réussite Educative, Service Enfance :**

Un poste de Médecin à temps complet est vacant à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2012 sur des fonctions de Médecin Pédiatre. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Médecins, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.**

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30/05/2012**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
(Hérault)



## TAB EFF DCM SIMPLIFIE 21.05.2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 09/04/12	DONT NON-COMPLET	TOTAL POURVU AU 09/04/12	DONT TFS NO COMPLET	EFFECTIF POURVU TITULAIRE au 09/04/12	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT NON- COMPLET	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	SOLDE EFFECTIFS BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>										
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGS	A	1		1		1				1
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGAS	A	5		4		3				5
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	A	0		0		0				0
ADMINISTRATEUR	A	7		6		3				7
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0		0				0
<b>CE ADMINISTRATEURS</b>	A	13	0	11	0	7	0		0	13
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	5		4		3	2			7
ATTACHE PRINCIPAL	A	29		28		26	0			29
ATTACHE	A	120		112		45			2	118
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	1		0						1
<b>CE ATTACHES</b>	A	155	0	144	0	74	2		2	155
REDACTEUR CHEF	B	49		30		30			1	48
REDACTEUR PRINCIPAL	B	30		23		23				30
REDACTEUR	B	49		39		30			1	48
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0						0
<b>CE REDACTEURS</b>	B	128	0	92	0	83	0		2	126
ADJOINT ADMIN PRINC 1ERE CLASSE	C	33		28		28			2	31
ADJOINT ADMIN PRINC 2EME CLASSE	C	48		41		41			7	41
ADJOINT ADMINISTRATIF 1ERE CLASSE	C	140		109		108			20	120
ADJOINT ADMINISTRATIF 2EME CLASSE	C	366		332		325			20	346
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
<b>CE ADJOINTS ADMINISTRATIFS</b>	C	587	0	510	0	502	0		49	538
<b>SOUS-TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE</b>		<b>883</b>	<b>0</b>	<b>757</b>	<b>0</b>	<b>666</b>	<b>2</b>		<b>53</b>	<b>832</b>
<b>FILIERE ANIMATION</b>										
ANIMATEUR PPAL 1CL	B	2		4		4				4
ANIMATEUR PPAL 2CL	B	2		0		0			2	0
ANIMATEUR	B	7		7		3				9
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0						0
<b>CE ANIMATEURS</b>	B	11	0	11	0	7	2		2	13
ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	0		0		0				0
ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	1		1		1				1
ADJOINT D'ANIMATION 1ERE CLASSE	C	11		8		8				11
ADJOINT D'ANIMATION 2EME CLASSE	C	392	242	378	228	298				392
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
<b>CE ADJOINTS D'ANIMATION</b>	C	404	242	387	228	307	0		0	404
<b>SOUS-TOTAL FILIERE ANIMATION</b>		<b>415</b>	<b>242</b>	<b>398</b>	<b>228</b>	<b>314</b>	<b>2</b>		<b>2</b>	<b>417</b>
<b>FILIERE CULTURELLE</b>										
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE CHEF	A	0		1		1				1
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE	A	1		0		0			1	0
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
<b>CE CONSERVATEURS</b>	A	1	0	1	0	1	1		1	1
ATTACHE CONSERVATION	A	1		1		1				1
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
<b>CE ATTACHES CONSERVATION</b>	A	1	0	1	0	1	0		0	1
ASSISTANT DE CONSERVATION PPAL 1E CL	B	0		0		1				1
ASSISTANT DE CONSERVATION PPAL 2E CL	B	3		3		3				4
ASSISTANT DE CONSERVATION 1E CL	B	1		0		0				1

TAB EFF DCM SIMPLIFIE 21.05.2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 09/04/12	NON-COMPLET	TOTAL POURVU AU 09/04/12	DONT TFS NO COMPLET	EFFECTIF POURVU TTTULAIRE au 09/04/12	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT NON- COMPLET	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	SOLDE EFFECTIFS BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
ASSISTANT DE CONSERVATION 2ECL	B	0		0		0				0
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	1		0						1
CE ASSISTANTS CONSERVATION	B	5	0	3	0	4	1		0	7
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1E CL	C	0		0		0				0
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2EME CL	C	0		0		0				0
ADJOINT DU PATRIMOINE 1ERE CLASSE	C	1		1		1				1
ADJOINT DU PATRIMOINE 2EME CLASSE	C	6		6		6				6
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
CE ADJOINT DU PATRIMOINE	C	7	0	7	0	7	0		0	7
SOUS-TOTAL FILIERE CULTURELLE		14	0	12	0	13	2		1	16
FILIERE MEDICO-SOCIALE				0						
BIOLOGISTE-VETERINAIRE-PHARMACIEN HORS CL	A	1		1		0				1
BIOLOGISTE-VETERINAIRE-PHARMACIEN 2CL	A	0		0		0	1			
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
CE BIOLOGISTES VETERINAIRES ET PHARMACIENS	A	1	0	1	0	0	1		0	2
PSYCHOLOGUE HORS CLASSE	A	1		1		1				1
PSYCHOLOGUE DE CLASSE NORMALE	A	2		2		1				2
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
CE PSYCHOLOGUES	A	3	0	3	0	2	0		0	3
MEDICIN HORS CLASSE	A	0		0		0				0
MEDICIN 1CL	A	1		1		0				1
MEDICIN 2CL	A	3		2		1				3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
CE MEDECINS	A	4	0	3	0	1	0		0	4
REEDUCATEUR CADRE SANTE	A	0		0		0				0
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
CE REEDUCATEUR CADRE SANTE	A	0	0	0	0	0	0		0	0
PUERICULTRICE CADRE SANTE SUP	A	5		3		3				5
PUERICULTRICE CADRE SANTE	A	13		8		8				13
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
CE PUERICULTRICES CADRE SANTE	A	18	0	11	0	11	0		0	18
PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE	A	12		16		16	4			16
PUERICULTRICE CLASSE NORMALE	A	22		18		16				22
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
CE PUERICULTRICES	A	34	0	34	0	32	4		0	38
INFIRMIER CLASSE SUPERIEURE	B	1		1		1				1
INFIRMIER CLASSE NORMALE	B	3		1		1				3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	2		0						2
CE INFIRMIERS	B	6	0	2	0	2	0		0	6
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF PPAL	B	6		4		4				6
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	B	2		2		1				2
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0						0
CE ASSISTANTS SOCIO-EDUCATIFS	B	8	0	6	0	5	0		0	8
EDUCATEUR CHEF JEUNES ENF	B	11		14		14	4			15
EDUCATEUR PRINCIPAL J ENFIS	B	6		2		2			4	2
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	B	39		37		30				39
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0						0

TAB EFF DCM SIMPLIFIE 21.05.2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 09/04/12	DONT NON-COMPLET	TOTAL POURVU AU 09/04/12	DONT TFS NO COMPLET	EFFECTIF POURVU TITULAIRE au 09/04/12	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT NON-COMPLET	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	SOLDE EFFECTIFS BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
<b>CE EDUCATEURS JEUNES ENFANTS</b>	<b>B</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>53</b>	<b>0</b>	<b>46</b>	<b>4</b>		<b>4</b>	<b>56</b>
MONITEUR-EDUCATEUR	B	1		1		1				1
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0						0
<b>CE MONITEURS EDUCATEURS</b>	<b>B</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>1</b>
REEDUCATEUR CLASSE SUP	B	0		0		0				0
REEDUCATEUR CLASSE NORMALE	B	1		1		1				1
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0						0
<b>CE REEDUCATEURS</b>	<b>B</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>1</b>
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 1ERE CL	C	14		10		10				14
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 2EME CL	C	53		46		46				53
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1ERE CLASSE	C	235		221		183				235
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
<b>CE AUXILIAIRES DE PUERICULTURE</b>	<b>C</b>	<b>302</b>	<b>0</b>	<b>277</b>	<b>0</b>	<b>239</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>302</b>
AGENT SPECIAL ECOLE MAT PRINCIPAL 1ERE CL	C	1		0		0				1
AGENT SPECIAL ECOLE MAT PRINCIPAL 2EME CL	C	25		25		25				25
AGENT SPECIAL ECOLE MAT 1 CL	C	295		293		278				295
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
<b>CE AGENTS SPEC. ECOLES MATERNELLES</b>	<b>C</b>	<b>321</b>	<b>0</b>	<b>318</b>	<b>0</b>	<b>303</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>321</b>
<b>SOUS-TOTAL FILIERE MEDICO-SOCIALE</b>		<b>755</b>	<b>0</b>	<b>710</b>	<b>0</b>	<b>643</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>760</b>
<b>FILIERE SECURITE</b>										
DIRECTEUR DE POLICE MUNICIPALE	A	0		0		0				0
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
<b>CE DIRECTEUR DE PM</b>	<b>A</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
CHEF SERVICE PAL 1CL	B	1		1		1				1
CHEF SERVICE PAL 2CL	B	2		1		1				2
CHEF SERVICE	B	2		2		2				2
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0						0
<b>CE CHEF DE SERVICE DE PM</b>	<b>B</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>5</b>
CHEF DE POLICE MUNICIPALE	C	1		0		0			1	0
BRIGADIER CHEF PRINCIPAL	C	57		54		54				57
BRIGADIER	C	53		45		45			5	48
GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	C	41		24		24			14	27
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
<b>CE AGENTS DE PM</b>	<b>C</b>	<b>152</b>	<b>0</b>	<b>123</b>	<b>0</b>	<b>123</b>	<b>0</b>		<b>20</b>	<b>132</b>
<b>SOUS-TOTAL FILIERE SECURITE</b>		<b>157</b>	<b>0</b>	<b>127</b>	<b>0</b>	<b>127</b>	<b>0</b>		<b>20</b>	<b>137</b>
<b>FILIERE SPORTIVE</b>										
CONSEIL TERR APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	A	1		1		1				1
CONSEIL TERR APS PRINCIPAL 2EME CLASSE	A	0		0						0
CONSEIL TERR APS	A	3		3		3				3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0						0
<b>CE CONSEILLERS APS</b>	<b>A</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>4</b>
EDUCATEUR PRINCIPAL 1ere CLASSE	B	11		11		11				11
EDUCATEUR PRINCIPAL 2eme CLASSE	B	1		2		2	1			2
EDUCATEUR APS	B	6		4		4			1	5
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0						0
<b>CE EDUCATEURS APS</b>	<b>B</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	<b>18</b>
OPERATEUR A P S PRINCIPAL	C	2		2		2				2

TAB EFF DCM SIMPLIFIE 21.05.2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 09/04/12	NON-COMPLET DONT	TOTAL POURVU AU 09/04/12	DONT TFS NO COMPLET	EFFECTIF POURVU TITULAIRE au 09/04/12	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT NON-COMPLET	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	SOLDE EFFECTIFS BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
OPERATEUR A P S QUALIFIE	C	2		1		1				2
OPERATEUR A P S	C	3		3		3				3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
CE OPERATEURS APS	C	7	0	6	0	6	0		0	7
SOUS-TOTAL FILIERE SPORTIVE		29	0	27	0	27	1		1	29
FILIERE TECHNIQUE				0						
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGST	A	1		1		1				1
INGENIEUR EN CHEF CL EXCEPT.	A	6		5		5	5		1	10
INGENIEUR EN CHEF CL NORM.	A	13		13		13	1			14
INGENIEUR PRINCIPAL	A	48		44		40	2			50
INGENIEUR	A	43		33	1	22			4	39
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0			0			0
CE INGENIEURS	A	111	0	96	1	81	8		5	114
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ere CLASSE	B	64		59		59				64
TECHNICIEN PRINCIPAL 2eme CLASSE	B	76		63		62				76
TECHNICIEN	B	33		32		18				33
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0			3			3
CE TECHNICIENS SUP	B	173	0	154	0	139	3		0	176
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	44		35		35				44
AGENT DE MAITRISE	C	137		120		120				137
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
CE AGENTS DE MAITRISE	C	181	0	155	0	155	0		0	181
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER CLASSE	C	97		92		92			5	92
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	176		136		136			40	136
ADJOINT TECHNIQUE 1ERE CLASSE	C	224		177		177			15	209
ADJOINT TECHNIQUE 2EME CLASSE	C	1187	7	1172	6	1095				1187
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0						0
CE ADJOINTS TECHNIQUES	C	1684	7	1577	6	1500	0		60	1624
SOUS-TOTAL FILIERE TECHNIQUE		2149	7	1982	7	1875	11		65	2095
COLLABORATEURS DE CABINET				0						
COLLABORATEURS DE CABINET		7		5		0	0			7
SOUS-TOTAL COLLAB. CABINET		7	0	5	0	0	0		0	7
TOTAL		4409	249	4018	235	3665	27		146	4293

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Mise en oeuvre d'une convention CIFRE au sein de la Direction des Relations internationales

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte :

Les relations internationales représentent un domaine en évolution permanente. En effet, la Ville doit non seulement entretenir ses relations existantes qui constituent le socle de son rayonnement international mais doit également chercher à créer de nouveaux échanges durables et réfléchir à la mise en place de nouveaux projets internationaux structurants.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'engage à conclure une convention CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la Recherche) pour une durée de trois ans avec Mademoiselle Anissa MARRE et le Centre de Recherche et d'Etudes Administratives de la Faculté de droit de Montpellier.

L'objectif de ce type de convention est de favoriser le développement de la recherche partenariale publique/privée et de placer les doctorants en situation de travail. Par ce recrutement, pour une période de 3 ans, la Ville et la Direction des Relations internationales en particulier, pourra ainsi bénéficier des compétences d'une équipe de recherche performante.

Le sujet de thèse proposé porte sur les mutations dans les pratiques actuelles de coopération décentralisée permettant la création d'un réseau thématique de projets constituant un mode relationnel nouveau entre la Ville de Montpellier et les territoires méditerranéens.

Cette mise à disposition fera l'objet d'un remboursement de l'ANRT (Association nationale recherche technologie) d'un montant annuel de 14 000€ (montant versé à trimestre échu, à réception de la facture).

### Il est en conséquence proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention CIFRE telle que présentée ci-dessus permettant l'engagement de Mlle Anissa MARRE auprès des services de la Ville ;

- d'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel de la Ville.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANBROUX**

**Publiée le : 30/05/2012**



CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE  
CIFRE N° 2011/1740

Entre,

d'une part,

**ASSOCIATION NATIONALE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE,**

siège social : 41, Boulevard des Capucines 75002 Paris,  
statut juridique : Association loi 1901,  
représentée par : Monsieur Denis RANDET, Délégué Général,  
agissant pour le compte du Ministère chargé de la Recherche,

ci-après désignée **ANRT**,

et,

d'autre part,

**Mairie de Montpellier**  
**1 place Georges Freche**  
**34 297 Montpellier**

statut juridique :

représentée par (indiquer les nom et fonction du fondé de pouvoir signataire de la convention) :

ci-après désignée **EMPLOYEUR**.

\* \* \*  
\*

Vu la convention cadre du 17 avril 2009 par laquelle l'Etat, représenté par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, a confié à l'ANRT la mise en œuvre des CIFRE,

Vu les conditions générales d'octroi,

Vu l'instruction de la demande de CIFRE déposée par l'EMPLOYEUR,

Vu les annexes à la convention,

**il est conclu :**

## LES CONDITIONS PARTICULIERES D'OCTROI DE LA CIFRE

### 1. Date d'effet de la convention

La convention prend effet le 1er avril 2012, ou à la date d'effet du contrat de travail si cette dernière lui est ultérieure.

### 2. Obligation d'embauche

L'EMPLOYEUR engage :

**Anissa MARRE**

ci-après désigné « salarié-doctorant » qui possède le (ou les) diplôme(s) suivant(s) :

- diplôme principal : **Master Professionnel**
- autre diplôme :

### 3. Modalités d'embauche

- Statut du salarié-doctorant :
- Salaire annuel brut, qui ne peut être inférieur à 23 484 € : \_\_\_\_\_ €
- Contrat de travail à durée (*rayez la mention inutile*) :
  - déterminée de 3 ans
  - indéterminée

Le contrat de travail prend effet le :  / / 20 /

*Ce contrat, établi, pour un temps complet mentionnera l'aide financière reçue de l'Etat par l'intermédiaire du ministère chargé de la recherche. Il stipulera que la mission confiée au doctorant porte essentiellement sur le projet de recherche faisant l'objet de la CIFRE.*

***Si la nationalité du salarié-doctorant appelle une autorisation provisoire de travail en France, la présentation de celle-ci est indispensable au règlement de la subvention à l'EMPLOYEUR.***

### 4. Sujet de recherche

Le sujet de recherche validé par l'instruction est le suivant :

***La coopération décentralisée aujourd'hui : le passage d'une pratique de jumelages à la constitution de réseaux de projets au sein du territoire Méditerranéen***

Ce travail est réalisé sous l'autorité de **Carine BOUGNAGUE** qui en assure, pour l'EMPLOYEUR, le suivi constant sur les plans scientifique et technique, soit par lui-même, soit par délégation à l'un de ses collaborateurs.



#### 5. Intervention du laboratoire de recherche académique

L'encadrement de la thèse du **salarié-doctorant** est placé sous la direction effective de **Catherine RIBOT** au sein du laboratoire de recherche académique :

**EA 2038 - CREAM - CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES ADMINISTRATIVES DE MONTPELLIER**

**Université de Montpellier I**

**Université de Montpellier I**

**UFR de droit**

**39 rue de l'Université**

**34 060 Montpellier cedex 2**

ci-après désigné **LABORATOIRE**.

**Un contrat de collaboration de recherche est signé entre l'EMPLOYEUR et le LABORATOIRE.**

Ce contrat de collaboration de recherche précise les rôles respectifs des partenaires. **Il stipule expressément le numéro de la CIFRE et couvre au moins les 36 mois de validité de la CIFRE.**

**L'EMPLOYEUR s'engage à prévenir l'ANRT de toute difficulté dans les négociations avec le LABORATOIRE.**

En absence de contrat de collaboration à la date de la signature de la convention, l'ANRT s'engage à effectuer les versements des deux premières trimestrialités de la subvention. Au-delà, les versements seront suspendus, et dans le cas où ce contrat de collaboration ne pourrait être signé, l'ANRT se réserve le droit d'arrêter la convention et de demander le reversement des subventions déjà versées.

#### 6. Formation doctorale

**L'EMPLOYEUR s'engage à vérifier que le salarié-doctorant a bien effectué son inscription auprès de l'école doctorale n°ED 461 (droit et sciences politiques) accréditée et ce pour chaque année universitaire que dure la CIFRE.**

L'attestation d'inscription en doctorat du **salarié-doctorant** est à fournir à l'ANRT pour chaque année universitaire couverte par la CIFRE ; annexée à la convention, elle fait foi de cette inscription.

**L'EMPLOYEUR adresse à l'ANRT un rapport d'activité selon le modèle fourni par l'ANRT aux termes des 12<sup>ème</sup>, 24<sup>ème</sup> et 36<sup>ème</sup> ou dernier mois de la CIFRE.**

En l'absence de ces justificatifs, l'ANRT se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention à l'EMPLOYEUR, voire de mettre fin à la convention.

#### 7. Montant de la subvention

Le montant de la subvention annuelle accordée pendant toute la durée de la CIFRE est de 14 000 €. Il est indépendant du salaire versé au **salarié-doctorant**.

Les montants de la subvention et du salaire minimal peuvent être réévalués à tout moment par le Ministère chargé de la Recherche.

La subvention est versée à l'EMPLOYEUR trimestriellement, à terme échu, uniquement sur présentation d'une facture **non assujettie à la TVA**.

Cette subvention sera versée à l'EMPLOYEUR sur le compte spécifié sur le relevé d'identité bancaire ou postal annexé à la présente convention.

#### 8. Autre condition particulière

Sont annexés à la convention :

- photocopie du contrat de travail,
- photocopie de l'accusé réception de la déclaration préalable d'embauche délivré par l'URSSAF,
- autorisation provisoire de travail si la nationalité du **salarié-doctorant** le nécessite,
- photocopie de l'attestation d'inscription en formation doctorale,
- photocopie du contrat de collaboration de recherche,
- relevé d'identité bancaire ou postal de l'EMPLOYEUR.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le

Pour l'EMPLOYEUR :

Pour l'ANRT

Signature du fondé de pouvoir  
et cachet de l'employeur



## **Séance publique du mardi 29 mai 2012**

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code  
Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

### **Modalités d'astreinte – Service énergie**

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte :

La délibération du 25 juin 2007 indique quels sont au sein de la collectivité et pour assurer son bon fonctionnement les types d'astreinte et les personnels devant les assurer au regard de leur grade et de leur service de rattachement.

Il est proposé de compléter cette délibération et de mettre en place un système d'astreinte pour les activités du Pôle Atelier Hôtel de Ville (Hôtel de Ville, parvis, crèche Cambon) du service Energie à savoir les interventions concernant le courant fort, le chauffage, la climatisation, et la gestion technique centralisée.

La mise en place des astreintes permettra :

- d'éviter le recours ponctuel à des entreprises externes
- d'assurer un meilleur suivi des problèmes techniques rencontrés
- d'avoir la certitude de mobiliser les agents municipaux pour répondre à des imprévus, et notamment dans ce cadre de ne plus avoir à solliciter systématiquement en heures supplémentaires un agent pour de nombreuses manifestations, puisque l'agent d'astreinte pourra être contacté seulement si cela est effectivement nécessaire

Les agents concernés par cette astreinte d'intervention sont les agents du Pôle Atelier Hôtel de Ville:

- les 4 agents d'exploitation des installations techniques
- le responsable adjoint

L'astreinte concernera un agent chaque semaine.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007 est complété comme suit :

Direction	Cadre d'emplois concerné	Type d'astreinte	Missions
Direction Energie Moyens Techniques Service Energie	Adjoint technique et agent de maîtrise	- Semaine complète du mercredi au mercredi	Intervenir sur les problèmes concernant : - Le courant fort - Le chauffage et la climatisation - La gestion technique centralisée

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'adopter la modification de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007 ;
- De prévoir l'inscription au budget de la Ville des dépenses correspondantes (ligne 2309, chapitre 928) ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 30/05/2012**

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Modalités d'astreinte Parc Darwin

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte :

La délibération du 25 juin 2007 indique quels sont au sein de la collectivité et pour assurer son bon fonctionnement les types d'astreinte et les personnels devant les assurer au regard de leur grade et de leur service de rattachement.

La nécessité d'accroître le niveau de sécurité du parc zoologique (Parc Darwin) conduit à proposer une nouvelle organisation des modalités d'astreinte le concernant.

Il est ainsi proposé d'instaurer :

### ➤ Astreinte générale :

Une astreinte générale hebdomadaire (week-end compris) sera assurée par roulement, une semaine sur quatre, par :

- Le Directeur technique
- Le responsable du service animalier
- Le responsable du service accueil et surveillance
- Le responsable du service technique

### ➤ Astreinte vétérinaire :

Une astreinte vétérinaire est également nécessaire. Cette astreinte hebdomadaire (week-end compris) sera assurée par roulement par :

- Le Directeur technique
- Le vétérinaire

### ➤ Astreinte animalière :

Ces astreintes sont complétées par une astreinte animalière qui sera assurée par les référents soigneurs animaliers qui pourront traiter les urgences de premier niveau pour les évasions d'animaux ou soins ne

	Service	Cadre d'emplois concerné	Type d'astreinte	Missions
<b>Direction Parc Darwin</b>	Responsable service accueil et surveillance, service animalier, service technique, Directeur technique	Adjointes techniques, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs	Semaine complète	Apporter une réponse ou organiser la réponse à tout problème d'ordre général, ou nécessitant une intervention ou décision particulière
	Vétérinaire, Directeur technique	Ingénieurs, vétérinaires	Semaine complète	Intervenir sur les problèmes concernant les animaux blessés ou malades dépassant le premier niveau d'intervention pouvant être pris en charge par les référents soigneurs animaliers
	Référents service animalier	Adjointes techniques, agents de maîtrise	Semaine et Week-end	Intervenir sur les problèmes concernant les animaux ne nécessitant pas le recours à l'intervention du vétérinaire

nécessitant pas l'intervention directe d'un vétérinaire.

Les référents soigneurs animaliers effectueront par roulement :

- Une astreinte semaine du lundi matin au vendredi soir (une semaine sur quatre)
- Une astreinte week-end du vendredi soir au lundi matin (un week-end sur quatre)
- En conséquence, il est proposé de compléter le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007 comme suit :

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

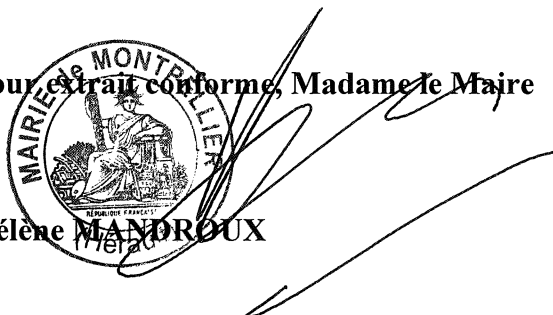
- D'approuver les modifications proposées telles que présentées ci-dessus ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville, ligne 2309, chapitre 928 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 30/05/2012**



## **Séance publique du mardi 29 mai 2012**

**Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

### **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION AUX OPERATIONS D'OPTIMISATION DES BASES FISCALES LOCALES**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé un partenariat avec la Direction Régionale des Finances Publiques qui permet notamment de fiabiliser le recensement des logements fiscalement vacants, afin d'optimiser les bases fiscales.

La réforme de la taxe professionnelle ayant transféré une partie de l'impôt sur les ménages aux groupements de communes, l'amélioration des bases fiscales des communes bénéficie également aux EPCI.

Aussi, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier participe financièrement aux charges supportées par la Ville dans le cadre de cette démarche.

Le travail de contrôle des logements vacants au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012 a nécessité le recrutement par la Ville de quatre agents au grade d'adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe pour une durée de 2 mois.

La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est évaluée à 4 340€, calculée sur la base du coût mensuel d'un agent fixé à 2 170€.

Une convention fixe les modalités de participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- se prononcer sur le versement à la Ville de Montpellier d'une somme de 4 340€ au titre de la participation de la Communauté d'Agglomération à l'optimisation des bases, sous réserve de la signature de la convention ci-jointe,
- autoriser Madame le Maire de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

## CONVENTION FINANCIERE

Entre

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Vice-Président délégué dans le Domaines Finances, habilité à signer les présentes en vertu de la délibération n°XXXX du Conseil de communauté en date du XXXXX, et désignée ci-après par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Et

La Commune de Montpellier, représentée par Madame le Maire habilitée à signer les présentes en vertu des délibérations du conseil municipal en date du XXXX et désignée ci-après par LA COMMUNE,

### Préambule

La Ville de Montpellier a engagé un partenariat avec la Direction Régionale des Finances Publiques afin d'optimiser ses bases fiscales et de fiabiliser le recensement des logements vacants. La réforme de la taxe professionnelle ayant transféré une partie de l'impôt sur les ménages aux groupements de communes, l'amélioration des bases fiscales des communes bénéficie également aux EPCI. Aussi, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier participe financièrement aux charges supportées dans le cadre de cette démarche. Le travail de contrôle des logements vacants au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012 nécessite en effet le recrutement par la Ville de quatre agents au grade d'adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe pour une durée de 2 mois.

Il a été donc convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le montant de prise en charge de la Communauté d'Agglomération d'un agent sur les 4 recrutés par la Ville

### ARTICLE 2 : MONTANT DE LA CONVENTION

La compensation financière de la Communauté d'Agglomération est évaluée à 4 340€, calculée sur la base du coût mensuel d'un agent fixé à 2 170€.

### ARTICLE 3. DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention prend effet à compter de sa signature et pour une durée de deux mois.

### ARTICLE 4. MODALITE FINANCIERE

La participation financière de la Communauté d'Agglomération sera versée dès signature de la présente convention.



#### ARTICLE 5. RESILIATION

Si la Commune est défaillante, et après mise en demeure infructueuse, la Communauté d'Agglomération peut résilier la présente convention.

#### ARTICLE 6. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Fait à Montpellier, le  
Pour le Président,  
Le Vice-Président  
Délégué dans le Domaine Finances

Fait à Montpellier, le  
Le Maire de Montpellier

Thierry BREYSSE

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## TAXE DE SEJOUR Composantes, modalités de recouvrement et procédure de taxation d'office

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Pour accueillir au mieux ses nombreux visiteurs, la Ville de Montpellier met à leur disposition de multiples équipements et infrastructures, que ce soit en matière d'aménagement urbain, de manifestations culturelles ou d'activités de promotion.

Afin que ces visiteurs participent au financement et à l'entretien des équipements, le Conseil Municipal, par délibération du 25 juillet 1989, a institué une taxe de séjour sur les hôtels, meublés et résidences hôtelières accueillant des personnes non soumises à la taxe d'habitation sur Montpellier.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider les dispositions antérieures telles qu'elles sont présentées ci-après, de reconduire la procédure de taxation d'office dont la période d'expérimentation a confirmé la nécessité.

Cette délibération vient donc entériner les dispositions applicables à l'hébergement qui resteront donc inchangées.

### Champ d'application

La taxe de séjour est établie sur les personnes hébergées à titre onéreux qui ne sont pas domiciliées dans la commune et n'y possèdent pas une résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation.

Les hôtels et résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les chambres d'hôtes ainsi que les autres formes d'hébergement de caractéristiques équivalentes, sont assujettis à la taxe de séjour au réel.

## Tarifs

En vertu des articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT :

Les tarifs sont fixés par personne et par nuitée de séjour pour la taxe de séjour calculée au réel ;

Les tarifs sont maintenus aux niveaux suivants :

- Hôtels de tourisme 4 étoiles luxe et hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 et 5 étoiles, chambres d'hôtes et autres établissements de caractéristiques équivalentes..... **1,40 €**
- Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles, chambres d'hôtes et autres établissements de caractéristiques équivalentes..... **1,00 €**
- Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances de catégorie grand confort, chambres d'hôtes et autres établissements de caractéristiques équivalentes..... **0,85 €**
- Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances de catégorie confort, chambres d'hôtes, et autres établissements de caractéristiques équivalentes..... **0,70 €**
- Hôtels de tourisme classés sans étoile et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes..... **0,35 €**
- Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1, 2, 3 et 4 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance..... **0,25 €**

Ces tarifs tiennent compte des 10% de taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour, institué par le Conseil Général par délibération du 26 février 1990.

Les tarifs sont donc les suivants :

Catégorie d'hôtels	Tarif Communal	Taxe Additionnelle 10%	<b>TOTAL</b>
non classé	0,32 €	0,03 €	<b>0,35 €</b>
1*	0,64 €	0,06 €	<b>0,70 €</b>
2*	0,77 €	0,08 €	<b>0,85 €</b>
3*	0,91 €	0,09 €	<b>1,00 €</b>
4*	1,27 €	0,13 €	<b>1,40 €</b>

## Exonérations et réductions de la taxe de séjour au réel

Les exonérations et réductions de la taxe de séjour au réel appliquée pour les hôtels et résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les chambres d'hôtes ainsi que les autres formes d'hébergement de caractéristiques équivalentes sont les suivantes :

### **Les exonérations obligatoires :**

- a- les enfants de moins de 13 ans (art. L.2333-31 du CGCT) ;
- b- les fonctionnaires et agents de l'Etat appelés temporairement dans la station pour l'exercice de leurs professions (art. D.2333-48 du CGCT) ;
- c- les bénéficiaires des formes d'aide sociale (art. D.2333-48 du CGCT). Il s'agit de personnes âgées ou handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, de personnes titulaires d'une carte d'invalidité et de personnes connaissant de graves difficultés économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion ;
- d- les personnes qui sont exclusivement attachées aux malades, les mutilés, les blessés et les malades du fait de la guerre (art. L.2333-32 du CGCT) ;
- e- la taxe de séjour n'est pas perçue dans les colonies de vacances et centres de vacances collectives d'enfants tels qu'ils sont définis par arrêté du ministre de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche (art. D.2333-47 du CGCT).

### **Les exonérations facultatives :**

Les jeunes de moins de 18 ans ;

### **Les réductions obligatoires (art. D.2333-49 du CGCT)**

Les membres des familles nombreuses porteurs de la carte d'identité qui leur est délivrée en vertu du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1980 bénéficient des mêmes réductions que celles prévues par le décret sur les tarifs SNCF.

Ces réductions sont les suivantes :

- 30% pour les familles comprenant trois enfants de moins de dix-huit ans ;
- 40% pour les familles comprenant quatre enfants de moins de dix-huit ans ;
- 50% pour les familles comprenant cinq enfants de moins de dix-huit ans ;
- 75% pour les familles comprenant six enfants de moins de dix-huit ans.

### **Modalités de perception de la taxe de séjour au réel**

La taxe est perçue toute l'année quelque soit la durée du séjour.

La taxe de séjour est reversée trimestriellement aux dates suivantes :

- 1<sup>er</sup> trimestre : 15 avril de l'année en cours
- 2<sup>ème</sup> trimestre : 15 juillet de l'année en cours
- 3<sup>ème</sup> trimestre : 15 octobre de l'année en cours
- 4<sup>ème</sup> trimestre : 15 janvier de l'année suivante

### **Perception et recouvrement de la taxe de séjour au réel**

La taxe de séjour au réel est perçue, pour le compte de la Ville de Montpellier, par les hôtels et résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les chambres d'hôtes, ainsi que les autres formes d'hébergement de caractéristiques équivalentes auprès de leurs clients. Les logeurs la reversent ensuite à la Collectivité.

Les logeurs (hôteliers, propriétaires de meublés, de chambres d'hôtes et autres formes d'hébergement de caractéristiques équivalentes) doivent établir, au cours de la période de perception, un état faisant apparaître par ordre chronologique :

- le nombre de personnes ayant logé dans l'établissement,
- le nombre de jours passés,

- le montant de la taxe perçue,
- le cas échéant, les motifs d'exonération ou d'allègement de cette taxe.

Les logeurs ne doivent pas inscrire sur cet état des éléments relatifs à l'état civil des personnes hébergées.

La taxe de séjour doit être perçue avant le départ des personnes assujetties, même si, avec le consentement du logeur, le paiement du loyer est différé.

En cas de départ furtif d'un assujetti, la responsabilité du logeur ne peut être dégagée que s'il a avisé le Maire et déposé entre ses mains une demande d'exonération adressée au juge du Tribunal de Grande Instance.

Le Maire transmet ensuite cette demande dans les 24 heures au juge du TGI qui statue sans frais.

Les logeurs remettent à la Ville, à chaque date de versement, soit les 15 avril, 15 juillet, 15 septembre et 15 janvier, l'état justificatif. A réception, la ville émet un titre de recette pour le montant total encaissé pendant la période de perception.

Au vu de ce titre de recette, les logeurs reversent le montant de la taxe de séjour, sous leur responsabilité, au Trésorier Principal Municipal.

### **Intérêts de retard**

Conformément à l'article R.2333-69 du CGCT, tout retard dans le versement de la taxe donne lieu à l'application d'un intérêt de retard de 0.75% par mois de retard. En cas de non paiement, les poursuites éventuelles seront effectuées comme en matière de contributions directes.

### **Contrôle**

Le contrôle des déclarations déposées par les logeurs est effectué par le Maire et les agents commissionnés par lui. Ces agents peuvent se faire communiquer toutes pièces et documents comptables nécessaires à la vérification.

### **Modalités de sanctions**

Les articles R.2333-58 et R.2333-68 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient un régime de sanctions pénales.

Les hôteliers et logeurs sont passibles de contraventions de **seconde classe** dans les cas suivants :

- non perception de la taxe de séjour au réel
- tenue inexacte ou incomplète de l'état récapitulatif
- absence de déclaration dans les délais prévus

Les hôteliers et logeurs sont passibles de contraventions de **troisième classe** dans les cas suivants :

- absence de déclaration du produit de la taxe de séjour
- déclaration inexacte ou incomplète du produit de la taxe de séjour

De plus, afin de recouvrer la taxe de séjour d'une manière équitable, la Ville de Montpellier a, dans sa délibération du 27 juin 2006, institué une procédure de taxation d'office pour la taxe de séjour au réel, pour une période de 3 ans. Cette procédure ayant été reconduite par la délibération du 24 juillet 2008, il vous est proposé aujourd'hui de pérenniser la procédure de taxation d'office.

La taxation d'office est mise en œuvre à l'encontre de tous les logeurs qui n'ont pas fourni, aux dates de versement, la déclaration relative à la taxe de séjour. Cette procédure est appliquée après un délai de 30

jours, suivant deux courriers de mise en demeure faisant apparaître le montant de taxation d'office qui pourrait être appliqué, en l'absence de transmission de la déclaration.

A défaut de réponse aux courriers de mise en demeure, il est procédé à l'émission d'un titre de recette à l'encontre du redevable.

Le calcul annuel est établi sur la base de la capacité d'accueil de l'établissement et la période de perception (soit 365 jours) :

Taxe de séjour = capacité d'accueil maximale de l'établissement x 365 jours x tarif concerné

La formule s'appliquant au trimestre correspond au montant global annuel calculé selon la formule de calcul présenté ci-dessus divisé par quatre.

### **Contentieux**

Tout assujetti qui conteste, soit l'application qui lui est faite du tarif par le logeur, soit la quotité de la taxe qui lui est réclamée, doit néanmoins acquitter le montant de la taxe contesté. Il pourra éventuellement obtenir le remboursement des sommes en jeu lorsqu'il aura été statué sur sa réclamation.

Quelque soit le montant de la taxe, le litige doit être porté devant le Tribunal d'Instance de Montpellier, qui juge sans frais.


La contestation de la décision d'institution de la taxe, de fixation des tarifs, des périodes de perception, relève du contentieux administratif.

### **Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- reprendre l'ensemble de la réglementation concernant la taxe de séjour telle qu'exposée ci-dessus et substituer cette délibération à toutes les précédentes,
- confirmer la procédure de taxation d'office,
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : 30/05/2012**

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Attribution, réaffectation et report de subventions Exercice 2012

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et actions, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

### 1) Attribution de subventions :

#### Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative :

Code	Association	IFM	Montant
2706	Amicale des locataires du Pas du Loup	F	400 €
4339	Association de Quartier Puech Villa	F	500 €
5578	Comité Associatif de la Rauze Sayssset	F	500 €
Total			1 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de la qualité l'espace public :

Code	Association	IFM	Montant
5581	Institut de Recherche pour le Développement	M	5 000 €
Total			5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

Attributions de subventions dans le cadre des finances :

Code	Association	IFM	Montant
5596	Cobaty Montpellier	M	2 000 €
674	SOS Amitiés Montpellier Languedoc Roussillon	M	500 €
444	Amis de l'orgue des Saints François	M	1 000 €
Total			3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17566, nature 6574, chapitre 920.

**2) Réaffectation de subvention :**

Il est proposé au Conseil Municipal de réaffecter la subvention d'investissement attribuée à l'association L'Avitarelle pour un montant de 64 791,70 €

Subvention dans le cadre des finances

Code	Association	IFM	Montant
1664	L'Avitarelle	I	64 791,70 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 900, nature 20421.

**3) Report d'affectation de subventions :**

Subventions dans le cadre de la jeunesse ville étudiante :

Code	Association	Nature subv.	Accordé	A reporter
625	Eclaireurs et Eclaireuses de France	F	4 500 €	4 500 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	M	7 000 €	2 100 €
1281	Kaina	M	1 000 €	1 000 €
Total				7 600 €



Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924.

Subvention dans le cadre de l'exclusion :

Code	Association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1913	Conférence Sainte Croix - Association Saint Vincent de Paul	F	350 €	350 €
			<b>Total</b>	<b>350 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

Subventions dans le cadre des finances :

Code	Association	Nature subv.	Accordé	A reporter
5577	Centre Hospitalier Régional de Montpellier	M	6 000 €	6 000 €
783	Centre Communautaire et Culturel Juif	F	40 000 €	40 000 €
			<b>Total</b>	<b>46 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17566, nature 6574, chapitre 920.

Subventions dans le cadre de la cohésion Sociale:

Code	Association	Nature subv.	Accordé	A reporter
3146	Compagnie du Clapas	M	4 600 €	4 600 €
1464	Cesam Migrations Santé	M	1 500 €	1 500 €
			<b>Total</b>	<b>6 100 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17564, nature 6574, chapitre 925.

**4) Rectification d'imputation budgétaire :**

Dans la délibération n° 2012/73 en date du 06/02/2012 : Attributions de subventions, le chapitre indiqué pour les subventions attribuées dans le cadre de l'emploi et du développement économique et commercial est erroné. Il convient de procéder à sa rectification, et de dire : Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions, ou le cas échéant, des conventions et lettres notifiées en 2011;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et 20421 pour l'investissement ;
- D'approuver la rectification d'imputation budgétaire ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour être tirée conforme, Madame le Maire

**Hélène MANDROUX**  
(Mérault)

**Publiée le : 30/05/2012**



## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du .....

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire ..... représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

D'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet**

La structure bénéficiaire ..... poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

La structure bénéficiaire ..... a sollicité une subvention de ..... euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire ..... contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de ..... et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Subvention**

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ..... une subvention d'un montant de ..... euros.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera minimum 2 versements ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

\* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

## Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

## Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

## Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Montant attribué : .....€

Thématique : .....

Code bénéficiaire : ....



## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du .....

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire .....représentée par.....  
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

D'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet**

La structure bénéficiaire .....poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

La structure bénéficiaire .....a sollicité une subvention de ..... euros pour le projet :.....

Considérant que le projet d'équipement de la structure bénéficiaire .....contribue au développement de la politique de la Ville et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de ce projet.

Le montant total de cette dépense s'élève ainsi à ..... € TTC.

### **Article 2 : Subvention**

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ..... une subvention d'un montant de ..... euros.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

La subvention est versée à la structure bénéficiaire au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de dépenses relatifs à l'équipement subventionné.

Ces justificatifs de dépenses correspondent à la copie des factures revêtue de la mention payée et de la signature du (de la) Président(e) de la structure bénéficiaire.

Le montant de chaque versement est calculé au prorata d'avancement du projet d'équipement. Chaque versement ne pourra être inférieur à 10% du montant total alloué.

Les pièces 1 et 2 sont obligatoires avant tout premier versement.

Le solde de la subvention ne pourra être versé qu'après réception par la Ville de Montpellier des pièces 3, 4, 5 et 6.

- Pièce n°1 : La présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux
- Pièce n° 2 : Un relevé d'identité bancaire
- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant
- Pièce n°4 : Le rapport d'activités 2011
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation de l'équipement
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du président

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

### Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de

Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **Article 7 : Informations complémentaires éventuelles**

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

#### **Article 8 : Durée**

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 24 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

#### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

#### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*



Nom de la structure : .....  
Intitulé du Projet : .....  
Montant attribué : .....€  
Thématique : .....



## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du .....

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire .....représentée par.....,  
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

D'autre part,

### **Il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Objet**

La structure bénéficiaire .....poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

La structure bénéficiaire .....a sollicité une subvention de ..... euros pour le projet .....

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire ..... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de .....et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

#### **Article 2 : Subvention**

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire .....une subvention d'un montant de ..... euros.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire .....s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces demandées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

### Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

### Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

#### **Article 8 : Durée**

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

#### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

#### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*



Nom de la structure: .....  
Nature de la subvention : .....  
Intitulé du projet : .....  
Montant attribué : .....€  
Thématique :

## Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion  
Service Contrôle de Gestion  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structure ....., m'engage à utiliser la subvention de ..... € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du ..... conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de l'association dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de l'Association,

Nom :  
Prénom :

Date et signature :

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Exercice 2012 - Décision Modificative n°1 - Budget Principal

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2012 du Budget Principal, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14. Cette Décision Modificative permet de diminuer la prévision de recours à l'emprunt de 281 741€.

### 1. Section de fonctionnement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 686 641,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

#### Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 1 2012
928	822	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	- 11 100,00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	349 761,00
933		73	IMPOTS ET TAXES	347 980,00
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>686 641,00</b>

#### Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 1 2012
922	212	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK	32 000,00
922	213	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	- 32 000,00
924	40	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	193 000,00
924	422	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	30 000,00
925	520	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	15 000,00

926	64	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK	- 24 000,00
929	90	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	30 000,00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	442 641,00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>686 641,00</b>

## 2. Section d'investissement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à 160 900,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

### **Recettes d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 1 2012
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	- 281 741,00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	442 641,00
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>160 900,00</b>

### **Dépenses d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 1 2012
906	64	2042	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	9 000,00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	151 900,00
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>160 900,00</b>

### **Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

### **Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 30/05/2012

## **Séance publique du mardi 29 mai 2012**

**Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

### **Maintenance des portails multi-sites internet-intranet, intégration d'un moteur de recherche sémantique - Autorisation de signer le marché**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue de la maintenance des portails multi-sites internet-intranet ainsi que l'intégration d'un moteur de recherche sémantique.

En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3° al. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 1 fois, avec un montant minimum annuel de 15 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 94 000 euros H.T.

Les prestations comportent une tranche unique et sont réparties en 2 lots :

- Lot 1 : maintenance des portails multi-sites internet-intranet : 10 000 à 84 000 euros HT.
- Lot 2 : intégration d'un moteur de recherche sémantique : 5 000 à 10 000 euros HT

Le 20/03/2012, Monsieur Max Lévit, Adjoint délégué, a procédé à l'ouverture des plis des 03 candidats retenus.

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

- la qualité de la prestation. Pondération : 70%.
- le prix. Pondération : 30%.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 9 mai 2012, a retenu les offres des sociétés suivantes :

- pour le lot n°1 BUSINESS & DECISION INTERACTIVE EOLAS ;
- pour le lot n°2, SYNOMIA.

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.



**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

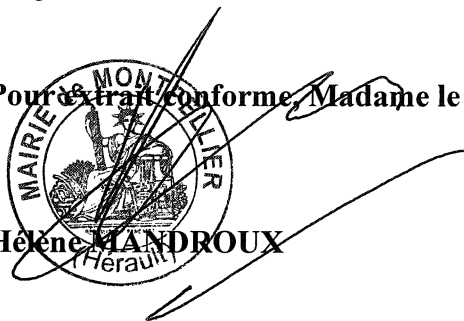
- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer le marché de la maintenance des portails multi-sites internet-intranet ainsi que l'intégration d'un moteur de recherche sémantique avec les sociétés retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour être extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 30/05/2012**



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 265**

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

**Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

### **Prise de participation de la SERM au capital d'une société chargée de l'aménagement d'un parc d'activités à l'entrée de l'aéroport de Montpellier Méditerranée**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

La Société Aéroport Montpellier Méditerranée (SAMM) exploite l'aéroport de MONTPELLIER dans le cadre d'une concession approuvée par arrêté ministériel du 23 décembre 2003 modifiée par arrêté du 2 juin 2009 autorisant le transfert de la concession de l'aérodrome de Montpellier-Méditerranée à la société Aéroport de Montpellier Méditerranée. Cette concession expire le 31 décembre 2038. A ce titre, la SAMM a notamment pour mission de valoriser les terrains connexes à l'exploitation des ouvrages dédiés au service public aéroportuaire.

Dans ce cadre, le périmètre de la concession comprend, à l'entrée du site, un ensemble de terrains d'une superficie d'environ 10 hectares pour lesquels la SAMM ambitionne la réalisation d'un parc d'affaires afin d'y accueillir essentiellement des entreprises tertiaires.

C'est pourquoi, la SAMM, détenant les droits d'exploitation issu de la concession aéroportuaire et la SERM, au titre de son expérience d'aménageur, se sont rapprochées pour définir un partenariat visant à permettre la réalisation du projet sur la base d'études cofinancées par les actionnaires.

Ce partenariat est concrétisé par le projet de création d'une société par actions simplifiée dont le capital est réparti entre les deux associés à hauteur de 51 % pour la Société Aéroport Montpellier Méditerranée et 49 % pour la SERM. Cette société doit être créée en deux phases :

- une première phase d'études dont le coût prévisionnel est estimé à 300 000 euros constituant le montant du capital initial de la société. Ces études sont nécessaires à la conception du projet, à la réalisation d'études techniques et à l'établissement du bilan financier prévisionnel d'aménagement;
- une seconde phase portant sur la réalisation de l'opération dès lors que les études précédemment engagées auront permis de conclure à la faisabilité technique et financière du projet ;

Conformément aux statuts de la SERM, le projet de création de la société doit être soumis à l'approbation de son Conseil d'administration dont la prochaine séance a lieu le 29 mai 2012. A cet égard, et en vertu de l'article L.1524-5 du code Général des Collectivités Territoriales, toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser ses représentants au Conseil d'administration de la SERM à voter favorablement en faveur de la prise de participation de la SERM dans une société de type SAS en cours de constitution qui sera chargée de réaliser un parc d'activités sur l'aéroport de Montpellier Méditerranée avec un apport de 49 % au capital de cette SAS.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 30/05/2012**



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## SAEML ENJOY MONTPELLIER AUGMENTATION DE CAPITAL AUTORISATION DONNÉE AU REPRESENTANT DE LA VILLE

Monsieur Max LEVITA rapporte:

La Ville de Montpellier est actuellement actionnaire de la SAEML ENJOY à hauteur de 3 423 326 € répartis en 21 002 actions d'une valeur nominale de 163 €. Sa participation représente 9,90 % du capital social total de la société.

Elle dispose de deux postes d'administrateurs au sein du Conseil d'Administration.

Dans le cadre des partenariats établis sur l'ARENA de MONTPELLIER et dans le but de consolider les fonds propres de la société, le Conseil d'administration de la SAEML ENJOY Montpellier a, en sa séance du 13 avril 2012, décidé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital à hauteur de 999 842 € par émission de 6 134 actions nouvelles d'un montant de 163 € nominal chacune, à libérer en numéraire, à hauteur de 999 842 €, ce qui portera le capital social de 34 580 450 € à 35 580 292 €.

Ces dispositions entraîneront la modification de l'article 6 des statuts d'ENJOY Montpellier relatif à la composition du capital social.

Ces modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L. 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de cette augmentation de capital, il est proposé à la Ville de Montpellier de souscrire à l'augmentation de capital de la SAEML ENJOY Montpellier par émissions d'actions nouvelles à libérer en totalité à la souscription, à hauteur de 98 941 € représentant 607 actions nouvelles, de 163 € chacune, correspondant à sa part dans le capital social actuel de la SAEML.

La Ville de Montpellier propose de renoncer à souscrire à l'augmentation de capital.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le principe de l'augmentation du capital social de la SEML ENJOY Montpellier comme indiquée ci-dessus,
- D'approuver la modification de l'article 6 des statuts de la SAEML ENJOY Montpellier relatif à la composition du capital social à la suite de son augmentation,
- De renoncer à souscrire à l'augmentation du capital social de la SAEML ENJOY Montpellier,
- D'autoriser le représentant de la Ville, M. ASLANIAN à voter à la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de la SAEML ENJOY Montpellier en faveur de ces modifications.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 30/05/2012**



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## REQUALIFICATION DU BOULEVARD DU JEU DE PAUME ENTRE LA PLACE EDOUARD ADAM ET LA RUE MARCEAU Attribution du marché de travaux et autorisation de signer

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite procéder à la requalification du boulevard du Jeu de Paume sur le secteur compris entre la place Edouard Adam et la rue Marceau.

Cette opération comprend d'une part les travaux de déviation du réseau unitaire, tel que convenu avec l'Agglomération de Montpellier (conformément à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage approuvée par la délibération n°2012/17 du Conseil Municipal en date du 6 février 2012), et, d'autre part, la réalisation de la plate-forme de voirie, les travaux de voirie, de revêtements et d'aménagements paysagers.

A ces fins, la Ville de Montpellier a lancé une consultation suivant la procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Le montant des travaux en question est estimé à 3.500.000 € H.T..

Le jugement et le classement des offres se fondent sur les critères déterminés par le règlement de la consultation, par ordre décroissant: 40% pour la valeur technique de l'offre, 40% pour le prix des prestations et 20% pour la maîtrise du délai.

La commission d'appel d'offres en date du 24 avril 2012 a décidé de retenir l'offre la plus économiquement avantageuse présentée par le groupement EIFFAGE (mandataire) / SOLATRAG pour un montant de 2.700.280,14 € H.T..

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de dire que les dépenses seront prélevées sur le budget 2012 de la Ville sur la ligne de crédit 17593, fonction 908 822, nature 2151 ;

- d'approuver l'attribution du marché 2M2292301 au groupement EIFFAGE/SOLATRAG pour un montant de 2.700.280,14 € H.T.;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 30/05/2012**



**Décisions prises par Madame le Maire  
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal.**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

<b>Numéro de la décision</b>	<b>Synthèse de la décision</b>
2012/0089	De passer un marché conformément à l'article 28 II, avec la Société Logitud Solutions et de signer le contrat de maintenance, du logiciel Planitech, reconductible 2 ans, à compter du 1er janvier 2012, pour un montant de 3 462,91 € H.T.
2012/0091	De signer l'avenant n°1 au marché avec l'entreprise Multitec pour des travaux supplémentaires d'un montant de 412.59€ HT pour la création d'une salle d'activité dans l'école élémentaire Charles Dickens
2012/0105	De conclure un marché de prestations sans consultation pour le reconditionnement des sièges de véhicules attribué à la société Nieto, pour un montant maximum de 14 500 € HT, valable jusqu'au 31 décembre 2012, et renouvelable 3 fois un an
2012/0110	D'attribuer un marché, pour la réparation du véhicule frigo Iveco Daily (AB058VD) suite à une panne chez le concessionnaire, à la société ABVI pour un montant de 1580.66 € HT
2012/0111	D'attribuer un marché concernant l'acquisition d'une armoire de gestion des clés automatique du pool de véhicules de l'Hôtel de Ville étendu à la Maison de la Démocratie, au système GIR déjà en service, pour un montant maximum de 7000 € HT
2012/0113	D'attribuer un marché concernant l'achat de deux racks à pneus pour un montant de 647 € HT à la société Gliozzo Manutention
2012/0114	Attribution d'un marché sans consultation au constructeur du Banc de diagnostic électronique Sagem du parc auto, pour sa maintenance annuelle, pour un montant maximum de 5000 € HT
2012/0122	D'autoriser l'établissement et la signature de l'avenant de prolongation du contrat de la société SOLANREF pour l'entretien préventif et la maintenance des installations de froid industriel de la cuisine centrale
2012/0127	De passer une convention avec le Montpellier Volley Université club relative à la mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin pour l'année 2012 et pour une redevance de 8 752 €
2012/0128	De passer une convention avec le Montpellier Hérault Sport Club relative à la mise à disposition du parking Heidelberg au stade de la Mosson "Mondial 98" pour les matchs de football, pour l'année 2012 et pour un montant forfaitaire de 1 097 €
2012/0129	De conclure un marché avec la société Jean-André Deledda Illustration Multimédia en vue de réaliser une carte dynamique reprenant les principes du Plan Local de Déplacements en matière d'organisation des flux automobiles pour un montant de 900 € HT
2012/0130	De passer une convention avec l'association "Tennis Club Paillade" relative à la mise à disposition des tennis de la Paillade pour une redevance de 622 € pour l'année 2012



2012/0131	De conclure un marché avec la société Soussoko Samba en vue de réaliser des cartes dynamiques retraçant des itinéraires en voiture dans le cadre de la mise en place du Plan Local de Déplacements pour un montant de 800 € HT
2012/0132	De passer une convention avec l'association ASPTT relative à la mise à disposition des tennis du complexe sportif Léon Cazals et des tennis du complexe sportif de Grammont pour une redevance, respectivement, de 3 499 € et 3 101 € pour l'année 2012
2012/0134	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2012/0136	De signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 pour permettre l'organisation de la 1ère édition du MBC Tour du Montpellier Badminton Club du 31 mars au 1er avril 2012, pour un montant de 3 266,13 € T.T.C.
2012/0138	De conclure des conventions d'interventions artistiques pour interventions en milieu scolaire avec les compagnies l'Astrolabe (1043.48€ HT) et SMartFr (720.00 € HT)
2012/0139	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: achat de fournitures de conservation spécifiques pour les archives municipales à l'entreprise SECAN pour un montant de 10 000 € HT
2012/0140	De conclure des contrats de prestations de service en matière culturelle afin de promouvoir la mise en place d'activités culturelles dans le temps scolaire avec diverses associations rémunérées sur la base d'un taux horaire de 40,14 € HT
2012/0141	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée à Catherine Roger Communication pour une mission d'attaché de presse pour la valorisation de la manifestation Comédie du Livre 2012 pour un montant de 10 000 € HT
2012/0142	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2012/0143	D'autoriser le transfert du MAPA n° 9M511 sur le PDE (montant total de 43212.50 € HT), suite à l'absorption de la société Mobility+ par l'association Auxilia
2012/0144	D'attribuer le marché conseil et représentation en justice à la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER pour le lot 1 et à la S.C.P. LYON-CAEN et THIRIEZ pour le lot 2
2012/0145	D'attribuer un marché pour des prestations d'hébergement du portail multi-sites internet et des sites crise-circulation (lot1) et le référencement et statistiques (lot2) à la société Eolas pour un montant minimum de 10 000 € HT et maximum 30 000 € HT (Lot 1) et pour un montant minimum de 5 000 € HT et maximum 14 000 € HT (Lot 2)
2012/0146	De signer une AOT avec la société SOGEPROM SUD REALISATIONS pour leur permettre la construction d'ouvrages en surplomb du domaine public - rue Aristide Ollivier - liés à leur opération immobilière sur l'îlot Du Guesclin, contre une redevance annuelle de 6344 €
2012/0147	De reconduire la convention tripartite avec la Région L.R. et le Lycée Léonard de Vinci pour l'utilisation du plateau d'EPS rue du Professeur Truc et du terrain les Gémeaux pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2012
2012/0149	De conclure avec la SERM l'avenant n°1 à la convention initiale d'occupation précaire et révocable jusqu'au 30 avril 2012, dans l'attente de la cession du parking du Nouvel Hôtel de Ville
2012/0150	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ BUILDINVEST
2012/0151	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ AFUL SAINT GUILHEM
2012/0152	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Rose COMMANDRE – COGOLUEGNES
2012/0153	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ M. et Mme BASSEDE

2012/0154	De conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la Société Monné-Decroix Promotion dans le cadre de la réalisation de logements collectifs au sein de la ZAC La Fontaine
2012/0155	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et COMPLETEL pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2012/0156	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2012/0157	D'attribuer le marché pour le nettoyage périodique réglementaire des VMC et cuisines des crèches municipales à l'entreprise SARL HYGIENE TOUS SERVICES pour un montant de 6 639,00 € HT par an renouvelable 3 fois
2012/0158	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation avec la compagnie Théâtre de poche de Bruxelles, pour un montant de 22 830.16 € dans le cadre de la saison 2011 2012 du théâtre Jean Vilar
2012/0159	De conclure un avenant de transfert de raison sociale suite à la vente de ce centre à AUTO CONTROLE de ST JEAN DE VEDAS
2012/0160	D'attribuer les marchés "achat de jeux, jouets et jeux éducatifs pour les crèches" aux sociétés : - lot 1, WESCO, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 55 000 HT - lot 2, SEJER, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 34 000 € HT pour une durée de deux ans
2012/0161	De clôturer les sous régies d'avances et de recettes des centres de Loisirs, pour assurer le bon fonctionnement des régies des ALSH au sein du service Éducation de la Direction de la Réussite Educative, et compte tenu de la clôture de la régie d'avances et de recettes en vu de créer deux régies distinctes
2012/0162	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle, pour un montant de 15 945.74 € HT, avec la Compagnie Air de Lune dans le cadre de la saison 2011 2012 du théâtre Jean Vilar
2012/0163	De conclure un marché avec la société Ifop pour un montant maximum de 18 000 € HT afin de choisir un prestataire pour la réalisation d'un observatoire sur l'action de la municipalité
2012/0164	D'attribuer un marché à l'entreprise ECF Bouscaren pour la formation conducteurs deux roues motorisées pour un montant minimum de 11250 € et de 22500 € maximum
2012/0165	D'attribuer un marché de maintenance pour les deux-roues motorisés de la flotte municipale de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2015 : - lot n° 1 : maintenance des motos pour un montant maxi de 8500 € HT; lot attribué à la société Moto Center 34 - lot n° 2 : maintenance des scooters et cyclomoteurs pour un montant maxi de 6000 € HT; lot attribué à la société Moto Center 34
2012/0166	De défendre ses intérêts et ceux de Mr Chenal par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ CHOUCRI Farid
2012/0167	De conclure un avenant au contrat initial de collecte du courrier avec la Poste pour une volumétrie de 8000 plis par jour pour un montant annuel de 550 € HT
2012/0168	D'exercer le droit de priorité sur la cession de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie située 170 place du 56ème Régiment d'Artillerie pour un montant de 19.000.000 €
2012/0169	D'exercer le droit de préemption, pour le Compte de la Communauté d'Agglomération, sur la propriété des Epoux MUSONS située 2824 avenue Albert Einstein, cadastrée section RB 7, pour un montant de 290.000 € plus 18.000 € de commission
2012/0170	De conclure pour une durée de 6 ans à compter du 1er avril 2012, une convention de location avec l'association "Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault" pour les locaux situés 236 rue de Cheng Du/124 place de Chine pour un montant annuel de 10 647,33 €

2012/0171	De signer l'avenant n°1 pour le lot n°8 : Revêtement sol-Peinture concernant le marché relatif à l'aménagement de la crèche Joséphine Baker pour un montant de 11 744,75 € HT
2012/0172	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: prestation de restauration sur place (catering) pour le personnel artistique et technique de la manifestation ZAT! Celleneuve, pour un montant compris entre 10 000 et 18 000 € HT à l'entreprise Sauce Cévennes
2012/0173	D'adopter l'avenant de régularisation de l'exercice 2011 pour les expositions
2012/0174	D'attribuer un marché de prestation intellectuelle d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conception et la mise en œuvre d'actions de médiation scientifique relatives à la préfiguration de la Cité du Corps Humain, à Mme Emilie GULDNER, concepteur auteur de projets de médiation scientifique, pour un montant de 18 380.00 Euros H.T.
2012/0175	D'attribuer le marché "étude de faisabilité économique, juridique et financière, Projet Cité du Corps Humain" AU GROUPEMENT FINANCE CONSULT (mandataire) ; LATOURNERIE, WOLFROM ET ASSOCIES ; MAITRES DU REVE (cotraitants) pour un montant de 69 640,00 Euros HT (tranche ferme : 64 040 € HT - tranche conditionnelle : 5600 € HT).
2012/0176	De conclure avec la Société Courtyard By Marriott une AOT pour la mise à disposition de 40 emplacements de stationnement situés en sous-sol de l'Hôtel de Ville niveau moins un (N-1) près des ascenseurs côté hôtel du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2012 pour un montant de 2691 €
2012/0177	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: transport d'oeuvres d'art pour l'exposition William Eugene Smith au Pavillon Populaire à l'entreprise André Chenue pour un montant de 52 145 € HT
2012/0178	De conclure un avenant au marché 1M407 - Ateliers des métiers d'arts - Fabrication et pose d'enseignes signalétiques, suite à un transfert pour transmission universelle de Patrimoine de l'entreprise ERI vers la société BOISSON
2012/0179	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville de MONTPELLIER c/ Manuel DOMINGUEZ.
2012/0181	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire d'AREAS cabinet PNAS dans l'affaire DONGSAVANH.
2012/0182	D'attribuer le marché d'entretien des systèmes de ventilation du Tunnel de la Comédie à la société AXIMA SEITHA, pour un montant annuel minimum de 1 000 € HT et un montant annuel maximum de 30 000 €.
2012/0184	De mettre à la disposition de Montpellier Agglomération, par Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public, la piscine située dans le parc Montcalm du 6 avril au 10 juillet 2012
2012/0185	D'attribuer au Cabinet PAGES TIP le marché à bons de commande de récolement et de cartographie du réseau de régulation du trafic , pour un montant annuel compris entre un minimum de 10 000 € H.T et un maximum de 95 000 € H.T.
2012/0186	De confier la fabrication de registre d'Etat Civil à la société "L'Oeil du Chat" pour un montant de 3214,85 €
2012/0187	D'attribuer le marché de diagnostic des risques de la Ville de Montpellier au bureau d'études MAYANE ENVIRONNEMENT pour un montant total du marché de 32 080,00 Euros H.T. sur une durée de 4 mois.
2012/0188	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VPNG et ASSOCIES dans l'affaire l'opposant à Mme Laurence COLAS.
2012/0189	De créer une nouvelle régie de recettes pour les ALSH afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie des centres de loisirs il est nécessaire de séparer les régies d'avances et de recettes en deux régies distinctes.
2012/0190	D'attribuer le marché "achat de recharges de gaz divers en bouteille" à la société PGAZ, pour un montant total estimé de 30 000 € HT maximum, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification

2012/0191	D'attribuer le marché de «Plateforme expérimentale de concertation urbaine interactive » à la société UFO pour un montant maximum de 85 000 € HT pour une durée d'un an.
2012/0192	D'attribuer le marché « approvisionnement en fioul domestique et gazole non routier » aux sociétés CHARVET SAS, DYNEFFSA et RAMOND et CIE pour un montant total de commandes (tous fournisseurs confondus) de 74 000 € HT
2012/0193	D'attribuer le marché "achat et aménagements sur site d'habillages, de mobiliers et de matériels spécifiques pour véhicules utilitaires des services Voirie et Eclairage Public" à la société EQUIP VAN pour un montant total de commandes de 30 332,87 € HT
2012/0194	D'attribuer le marché au prestataire MARNIQUET Associés/ HUBERT Consultant, pour la réalisation de l'étude sur l'évolution urbaine du quartier de la Rauze, pour un montant de 83 400€ HT.
2012/0195	D'attribuer le marché "achat d'un ensemble de racks à palettes et de bacs gerbables" à la société SA GLIOZZO MANUTENTION, pour un montant total de commandes de 13 912 € HT, pour une durée d'un mois à compter de sa notification
2012/0196	De confier le marché "Rénovation du vignoble du Mas Nouguier", aux entreprises suivantes : -lot N°1 : fourniture de plants de vigne à la SARL RICHTER INTERNATIONAL pour un montant de 9 375 € HT - lot N° 2 : plantation et entretien de la vigne à SARL NEGRE LUDOVIC pour un montant de 46 414.37 € HT
2012/0197	D'attribuer le marché à bons de commande, pour une mission de prévention sur les évènements festifs en permanence statique, à l'association du Comité Départemental d'Education pour la Santé pour un seuil maximum de 20 000,00 Euros H.T. sur une durée de 6 mois.
2012/0198	D'attribuer le marché à bons de commande, pour une mission de maraudage sur les sites festifs de la Ville de Montpellier, à l'Association Avenir Santé 34 pour un montant maximum de 25 000,00 € H.T. sur une période de 6 mois.
2012/0199	D'attribuer le marché "prestations de maintenance des machines d'imprimerie" à la société ASB, pour un montant total maximum de commandes de 88 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification
2012/0200	D'attribuer le marché "achat de vêtements de ville, réception et chaussures" à la société ESCASSUT, pour un montant total de commandes maximum de 70 000 € HT pour une durée de quatre ans à compter de sa notification
2012/0204	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à M. Antoine PICARD par l'intermédiaire de la SCP VPNG et ASSOCIES.
2012/0205	D'attribuer un avenant au marché relatif à la gestion de mandats de location adaptée pour divers locaux du domaine privé de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'ANRU, à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS), concernant la suppression de la gestion d'une régie de recettes par l'AIVS impliquant une réduction du marché d'un montant de 7 200 € HT
2012/0206	D'attribuer le marché "achat d'armement et de munitions pour la Police Municipale" à la société CHASSE 2000 pour un montant total de commandes sans minimum et 88 000 € HT maximum, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification
2012/0208	D'attribuer le marché à procédure adaptée concernant la maintenance du logiciel de gestion des autorisations d'occupation des sols « Droit des Cités » à la société OPERIS pour une durée d'un an renouvelable 3 fois pour un montant annuel de 14 848.23 € HT
2012/0209	D'attribuer le marché "achat d'alimentation générale, frais et surgelé" à la société ENI GOURMET SARL (PROMOCASH) pour un montant total maximum de commandes de 195 000 € HT pour une durée de dix huit mois à compter de sa notification
2012/0210	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à la SARL Château de la Mogère et autres par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et Associés
2012/0211	De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy à Cécile MELLA du 4 au 20 mai 2012, dans le cadre d'une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens

- 2012/0212 De créer une régie d'avances pour les centres de loisirs, pour assurer le bon fonctionnement des régies, Accueil Loisirs Sans Hébergement (ALSH) au sein du service Education, de la Direction de la Réussite Éducative, et considérant la clôture de la régie d'avances et de recettes centrale en vue de créer deux régies distinctes
- 2012/0213 De modifier la régie de recettes des Restaurants Scolaires afin d'y intégrer l'encaissement par virement des organismes sociaux, ainsi que l'augmentation du montant de l'encaisse à 400 000 €, suite à la modernisation des nouveaux moyens de paiement et aux évolutions qui en découlent, et dans une perspective de bon fonctionnement de la régie de recettes
- 2012/0214 De créer une sous-régie de recettes pour faciliter l'encaissement des inscriptions sur site, pour assurer le bon fonctionnement des régies des ALSH au sein du service Éducation de la Direction de l'Education, et compte tenu de la clôture de la régie d'avances et de recettes centrale en vue de créer deux régies distinctes
- 2012/0215 De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et Associés dans l'affaire Ville c/ Copropriété LA GUIRLANDE
- 2012/0219 D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée, afin de choisir un prestataire pour une mission de conseil stratégique supports multimédia, à la société i-seo.pro pour un montant minimum de 1000 € et maximum de 30 000 € pour une période d'un an à compter de sa notification

**Contrat de maintenance pour le logiciel Planitech  
entre la Ville de Montpellier et la société Logitud  
Solutions  
Autorisation de signature**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de maintenir en bon état de fonctionnement le progiciel Planitech, utilisé par le service des sports dans le cadre de la gestion de l'occupation des installations sportives de la Ville ;
- qu'à la suite d'une consultation conformément à l'article 28 II, il a été décidé d'attribuer le marché 2M99 à la société Logitud Solutions, propriétaire du progiciel Planitech, donc seul prestataire habilité à assurer les travaux de maintenance et le développement du produit ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à la Société Logitud Solutions, 53 rue Victor Schoelcher, 68200 Mulhouse pour un montant de 3 462,91 H.T. pour l'année 2012 ;
- de signer le contrat de maintenance pour le progiciel Planitech multiservices avec la société Logitud Solutions, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour une durée d'un an, reconduit tacitement jusqu'au 31 décembre 2014 ;
- de dire que cette redevance fera l'objet d'une révision automatique chaque année au 1<sup>er</sup> janvier comme indiqué dans le contrat ;
- d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au Budget de la Ville :  
Ligne 1786 – nature 92411-fonction 615-6
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/04/2012  
Notifiée le :



**CONTRAT ENTRE :  
LA SOCIETE LOGITUD solutions  
ET  
LA MAIRIE DE MONTPELLIER**

**Contrat n°20120450**

**Préambule**

Le présent contrat détermine les modalités de maintenance par la Société LOGITUD solutions à la MAIRIE DE MONTPELLIER (Hérault) du progiciel suivant :

**PLANITECH Multi - Services**

**7 licences**

**CONTRAT :**

Entre :

LA MAIRIE DE MONTPELLIER  
Hôtel de Ville  
1, Place Francis-Ponge  
F - 34064 MONTPELLIER  
Désignée ci-après "la personne publique"  
Représentée par le Maire, Madame Hélène MANDROUX

**D'UNE PART**

Et,

La Société LOGITUD solutions, SAS,  
Siège social : ZAC du Parc des Collines - 53 rue Victor Schoelcher - 68200 MULHOUSE  
Registre de Commerce de Mulhouse n°TI 481 259 596 (2005 B 201)  
Siret n°481 259 596 00023

Représentée par Monsieur Benoît ROTHE Président - Directeur Général,  
Agissant pour le compte et au nom de ladite Société,

**D'AUTRE PART,**

**Article I : Objet du contrat**

La Société LOGITUD solutions s'engage à fournir à la personne publique, qui accepte, le service de maintenance du progiciel cité en préambule dans les conditions prévues au présent contrat.  
Ce contrat remplace le contrat Bodet n°C00039613 qui devient caduque au 31 décembre 2011.

*BR*

*692*

## **Article II : Description de la prestation**

La Société LOGITUD solutions, dans le cadre de ce contrat, s'engage :

- d'une part :

- ° à maintenir en bon état de fonctionnement le progiciel couvert par ce contrat,
- ° à corriger toutes anomalies de fonctionnement du progiciel maintenu,
- ° à effectuer la révision du progiciel (modification, adaptation, développement) s'imposant à la suite d'un changement dans la réglementation en vigueur à condition que le système installé chez la personne publique le permette,

en adressant à la personne publique un support magnétique et une documentation assurant le maintien du progiciel ;

- d'autre part :

- ° à informer la personne publique de toutes évolutions apportées au progiciel maintenu et à lui remettre toute documentation à ce sujet,
- ° à assister téléphoniquement la personne publique dans l'utilisation dudit progiciel.

### **2.1 Assistance téléphonique :**

Si la personne publique rencontre une difficulté dans l'utilisation du progiciel, son correspondant peut téléphoner à la Société LOGITUD solutions, du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 18h.

La réponse téléphonique sera immédiate ou fournie dans les quatre heures suivantes.

Il appartient au correspondant de se reporter au manuel d'utilisation du progiciel avant chaque appel téléphonique et de décrire de façon précise et exhaustive les symptômes du problème rencontré.

La personne publique devra, éventuellement, adresser à la Société LOGITUD solutions des éléments demandés par celle-ci.

### **2.2 Service de correction des défauts de fonctionnement du progiciel :**

Ce service a pour objet la correction des anomalies selon les modalités définies ci-après.

Si la personne publique rencontre un problème quelconque dans l'utilisation du progiciel, le correspondant pourra appeler le support technique de la Société LOGITUD solutions, du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 18h.

Si l'anomalie relève du progiciel, la personne publique adressera à la Société LOGITUD solutions, une fiche d'anomalie. Cette dernière constituera la demande d'intervention qui sera envoyée à la Société LOGITUD solutions.

#### **Anomalies non bloquantes :**

Elles ne donneront pas lieu à un traitement immédiat de la part de la Société LOGITUD solutions. La correction devra toutefois être prise en compte lors de la mise à jour suivante du progiciel.

#### **Anomalies bloquantes :**

A compter de la réception de la fiche d'anomalie, la Société LOGITUD solutions dispose pour ce type d'anomalie d'un délai d'une heure ouvrée pour procéder à la prise en compte de l'anomalie. Le support technique pourra, le cas échéant et à cette occasion, re-formuler la nature de l'anomalie.

La Société LOGITUD solutions dispose d'un délai de 8 heures ouvrées à compter de la réception de la fiche d'anomalie pour mettre en œuvre une solution définitive dans la mesure du possible. Si tel n'est pas le cas, la Société LOGITUD solutions s'engage à mettre en œuvre dans ce même délai une solution provisoire pour rétablir les fonctionnalités défaillantes, sachant qu'elle disposera de 10 jours au terme de ce délai pour mettre en œuvre une solution définitive.

Pour la mise en œuvre d'une solution, la Société LOGITUD solutions est libre de choisir le mode d'intervention qu'elle juge le plus adéquat.





La Société LOGITUD solutions pourra intervenir par téléphone, en indiquant les manipulations à exécuter par l'un des correspondants de la personne publique.

Elle pourra intervenir sur site dans les conditions prévues à l'article VI. Tous les frais liés à l'intervention (transports, hébergements...) sont dans ce cas à la charge de la Société LOGITUD solutions.

Elle pourra également adresser à la personne publique, une mise à jour corrective par Email.

### **2.3 Service de mise à jour du progiciel :**

Outre l'information de la personne publique sur toutes évolutions apportées au progiciel maintenu, ce service comprend l'envoi spontané à la personne publique des révisions du progiciel (modification, adaptation, développement) s'imposant à la suite d'un changement dans la réglementation en vigueur, à condition que le système installé à la personne publique le permette.

Les nouvelles versions seront accompagnées éventuellement de compléments au manuel d'utilisation et au manuel d'administration.

## **Article III : Exclusions**

Ne peuvent en aucun cas être inclus dans la maintenance :

- la reconstitution des fichiers en cas de destruction accidentelle, sauf dans le cas où elle ferait suite à une opération conduite sous la responsabilité de la Société LOGITUD solutions. Dans cette éventualité, la Société LOGITUD solutions sera tenue pour responsable de toute perte définitive de données consécutive à une opération de maintenance menée dans le cadre de ce contrat. Elle prendra à sa charge tous les travaux et frais afférents nécessaires à la reconstitution des données et à la remise en service du progiciel ;
- le développement de nouveaux programmes,
- la réalisation de paramétrages mis à la disposition des utilisateurs ainsi que la modification des programmes en temps différé, au cas où la personne publique désire effectuer une adaptation du produit,
- la formation du personnel intervenant sur le système,
- le travail d'exploitation,
- les sauvegardes des fichiers et les saisies d'exploitation,
- le matériel, les accessoires et fournitures,
- les modifications à apporter au progiciel pour une utilisation sur un autre matériel que celui prévu.

## **Article IV : Prestations supplémentaires**

Les prestations qui ne sont pas expressément prévues dans la liste des prestations fournies pourront être assurées par la Société LOGITUD solutions à titre de prestations supplémentaires et facturées en sus.

## **Article V : Anomalies**

### **5.1 Une anomalie peut être bloquante ou non bloquante :**

Une anomalie est dite bloquante lorsqu'elle rend impossible l'utilisation du progiciel pour toutes ou partie de ses fonctionnalités.

Une anomalie est dite non bloquante si l'utilisation complète du progiciel reste possible pour l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure de contournement.

### **5.2 La personne publique devra établir une fiche pour toutes les anomalies ou incidents concernant le progiciel ainsi que tous les faits ayant entraîné ou susceptibles d'entraîner une anomalie dans le bon fonctionnement.**



## **Article VI : Accès au progiciel**

La personne publique s'engage à laisser au personnel envoyé par la Société LOGITUD solutions le libre accès au matériel et devra lui assurer l'assistance nécessaire.

Les interventions de la Société LOGITUD solutions pourront être réalisées du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Au cas où le technicien envoyé par la Société LOGITUD solutions ne pourrait avoir accès au matériel du fait de la personne publique, le temps passé par le technicien serait alors facturé en supplément, au tarif en vigueur.

## **Article VII : Obligations de la personne publique**

La personne publique s'engage à respecter les conditions normales d'utilisation du progiciel, à appliquer strictement les instructions données par la Société LOGITUD solutions et à respecter toutes les dispositions du présent contrat.

La personne publique informera la Société LOGITUD solutions de toutes anomalies dans le fonctionnement du progiciel et lui indiquera tous changements de la réglementation en vigueur susceptibles de rendre nécessaire une révision du progiciel maintenu.

La personne publique sera tenue d'accepter toute révision de progiciel proposée par la Société LOGITUD solutions gratuitement. Seule la dernière version (release) sera maintenue.

La personne publique devra désigner au sein de son personnel une personne qualifiée qui sera le seul interlocuteur de la Société LOGITUD solutions.

## **Article VIII : Limitation de responsabilité**

La Société LOGITUD solutions sera dégagée de toute responsabilité en cas d'inobservation par la personne publique de l'une des clauses du présent contrat et dans les cas prévus dans l'article III "Exclusions".

La responsabilité de la Société LOGITUD solutions ne pourra être recherchée en cas de force majeure ou pour d'autres motifs indépendants de sa volonté tels que grève, conflits sociaux, sinistres ou accidents.

## **Article IX : Durée**

Le présent contrat prend effet le 1er janvier 2012 pour une durée d'un an soit jusqu'au 31 décembre 2012.

A la fin de chaque période annuelle, et pour une durée ne pouvant excéder 3 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2014), le contrat sera reconduit par accord tacite entre les deux parties.

Si la personne publique ne souhaite pas bénéficier de cette reconduction tacite, elle le fera savoir à la Société LOGITUD solutions par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au moins trois mois avant la date de reconduction annuelle.

## **Article X : Prix**

Le tarif forfaitaire représente un montant annuel de 3 462,91 € HT (trois mille quatre cent soixante-deux euros quatre-vingt-onze centimes hors taxes), comprenant toutes prestations incluses dans le présent contrat de maintenance.

Le tarif forfaitaire sera révisé par la Société LOGITUD solutions, dans le cadre des lois et règlements en vigueur. Cette redevance sera révisée automatiquement chaque année au 1er janvier en fonction des variations constatées de l'indice SYNTEC (indice connu au jour de la révision pour la période correspondante).

$$\text{FORMULE DE REVISION : } \frac{C = I \times Ci}{Io}$$

- C = Coût de la maintenance révisé  
I = Dernier indice SYNTEC publié à la date de révision  
Ci = Coût initial de la maintenance  
Io = Indice SYNTEC initial (**Septembre 2011 : 236,6**)

Le coût forfaitaire de maintenance est facturé d'avance chaque année.

## **Article XI : Modalités de paiement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures en un original et 3 duplicatas.

Les factures sont adressées à :

- Madame le Maire de la Commune DE MONTPELLIER

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiements est :

- Madame le Maire de la Commune DE MONTPELLIER

Le comptable assignataire des paiements est :

- Monsieur le Trésorier Principal de la Commune DE MONTPELLIER

## **Article XII : Litige et attribution de loi et de juridiction**

### **12.1 Litige :**

Les parties conviennent que tout litige intervenant dans l'application du présent contrat sera soumis à une commission mixte qui se réunira au siège de la Société LOGITUD solutions et qui sera composée au moins de trois représentants qualifiés de la personne publique et de trois représentants de la Société LOGITUD solutions.

### **12.2 Attribution de loi et de juridiction :**

En cas de contestation sur l'exécution du présent contrat ou sur son interprétation, à défaut d'accord amiable le Tribunal Administratif compétent sera le seul juge, en dernier recours. Cette attribution de compétence s'applique également en matière de référé.

## **Article XIII : Résiliation**

Le droit de résiliation pourra être exercé unilatéralement par chaque partie au cas où l'autre partie manquerait lourdement à ses obligations contractuelles.

La résiliation prendra effet 3 mois après la mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet.

En cas de procédure collective telle que liquidation judiciaire, suspension provisoire des poursuites, faillite ou procédure similaire pour la Société LOGITUD solutions, le présent contrat sera résilié de plein droit dès l'ouverture de la procédure, dans la mesure où la législation d'ordre public l'autorise.

## **Article XIV : Cession**

Le présent contrat ne pourra, du fait de l'une ou l'autre des parties, faire l'objet d'une cession totale ou partielle sauf accord écrit.

## **Article XV : Intégralité du contrat**

**15.1** Le présent contrat exprime l'intégralité des obligations des parties.

**15.2** Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les écrits et correspondances échangés par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat ; toute modification du présent contrat doit faire l'objet d'un avenant.

## **Article XVI : Non validité partielle**

Si une ou plusieurs stipulations du présent contrat sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur portée.

## **Article XVII : Assurances**

La Société LOGITUD solutions est titulaire d'une police d'assurance garantissant sa responsabilité tant civile que délictueuse du fait de son personnel.

## **Article XVIII : Secret professionnel**

Sauf dérogation expresse, les personnels de la Société LOGITUD solutions sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'ils pourraient recueillir lors de l'exécution du présent contrat.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de la personne publique, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance de la Société LOGITUD solutions à l'occasion de l'exécution du service.

Tout usage commercial du contrat par la Société LOGITUD solutions est strictement interdit sans l'accord de la personne publique.

## **Article XIX : Propriété intellectuelle**

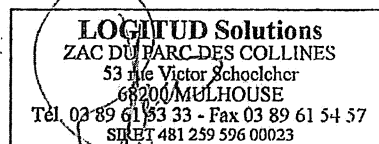
La Société LOGITUD solutions garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle de tous les éléments composant les versions du progiciel livrées au titre de ce contrat.

Si tout ou partie des éléments composant le progiciel fourni par la Société LOGITUD solutions sont reconnus consister une contrefaçon ou autre violation de droits de propriété intellectuelle, la Société LOGITUD solutions devra :

- Soit modifier ou remplacer les éléments en litige ;
- Soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

Fait à MONTPELLIER , le

Pour la MAIRIE DE MONTPELLIER



Pour la Société LOGITUD solutions

Benoît ROTHE

**École élémentaire Charles Dickens  
Création d'une salle d'activités  
Augmentation de la masse des travaux  
Autorisation de signer l'avenant au marché du lot n°06  
- électricité**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 18 mars 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise MULTITEC sise Parc de l'Aéroport, 195 Alfred Sauvy à Pérols (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que suite à des travaux supplémentaires, il y a lieu de passer un avenant à ce marché, dans le cadre de la création d'une salle d'activités à l'école élémentaire Charles Dickens sise 686 avenue du Pont Trinquat dans le Quartier Prés d'Arènes à Montpellier

**Décide en conséquence :**

- De passer l'avenant n°1 au marché 1M110 pour un montant de 412,59 € HT, en plus- value , portant le montant du marché MULTITEC à 9 723, 81 € HT (soit 11 629, 68 € TTC), ce qui correspond à une augmentation de la masse initiale des travaux à 4%.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la ville.  
Section : Investissement Fonction : 90212: Nature : 2313 .
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 21/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 22/03/2012  
Notifiée le :

## **RAPPORT**

### **ECOLE ELEMENTAIRE CHARLES DICKENS CREATION D'UNE SALLE D'ACTIVITES**

#### **Augmentation de la masse des travaux**

#### **Autorisation de signer l'avenant au marché du lot : n°06 : électricité**

Afin de pérenniser les activités éducatives et sportives développées sur l'école Charles Dickens, sise 686 avenue du Pont Trinquat, dans le quartier des Prés d'Arènes, la ville a décidé par délibération du conseil municipal en date du 9 novembre 2009 la construction d'une salle d'activités d'environ 100 m² utilisée en temps scolaire et périscolaire.

Par décision du Maire N°12 du 7 juillet 2010, le marché pour la maîtrise d'œuvre de l'opération passé selon une procédure adaptée, a été attribué au cabinet d'architecture CAYZAC Architecture.

Par décision du Maire N° 2011/0204 du 20 mai 2011, le marché pour le lot électricité passé selon une procédure adaptée, a été attribué à l'entreprise MULTITEC.

Au cours des travaux, les prestations du lot n° 06 ont dû être modifiées pour des raisons techniques

Il est donc nécessaire de passer un avenant N° 1 avec l'entreprise concernée.

Cet avenant étant inférieur à 5 % du montant du marché, il n'est pas nécessaire de passer en commission d'appel d'offres.

Le marché concerné est le suivant :

Le marché N° 1M110 – Lot 06 – électricité – attribué à l'entreprise **MULTITEC**, sise Parc de l'aéroport, 195, avenue Alfred Sauvy – 34470 - PEROLS.

Objet de l'avenant :

**A la demande de la directrice de l'établissement, une antenne de télévision a été installée en cours de chantier. Cette prestation n'était pas prévue dans le cahier des charges initial. Demander à MULTITEC d'intégrer cette prestation dans son planning d'intervention en cours de chantier était la solution la moins coûteuse. Faire intervenir une entreprise adjudicataire de la Ville, après la réception des travaux, aurait nécessité une intervention plus lourde (percement toiture terrasse avec étanchéité, murs et doublages).**

Le montant initial du marché est de 9 311,22 HT.

L'avenant N°1 de 412,59 € HT, en **plus-value**, porte le montant du marché de l'entreprise MULTITEC à **9 723,81 HT** (soit 11 629,68 TTC), ce qui correspond à une augmentation de la masse initiale des travaux de **4%**.

**RECAPITULATIF**

**ECOLE ELEMENTAIRE CHARLES DICKENS  
CREATION D'UNE SALLE D'ACTIVITES**

**Augmentation de la masse des travaux**

**Autorisation de signer l'avenant au marché du lot 06 : électricité**

LOT	ENTREPRISE	MARCHE INITIAL € HT	AVENANT € HT	NOUVEAU MARCHE € HT	%
06	MULTITEC	9 311, 22	412, 59	9 723, 81	+ 4

Après études, nous vous proposons :

- D'accepter l'avenant au marché de travaux pour l'entreprise ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer les avenants, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

**SERVICE SECURITE et AMENAGEMENT  
AMENAGEMENT DES EQUIPEMENTS**

*Le Chef de Service,  
Olivier PIACENTINI*



**DIRECTION REUSSITE EDUCATIVE**

*Le Directeur,  
André JEAN*



**DIRECTION TRAVAUX et MAINTENANCE  
ACTION SOLIDAIRE**

*La Directrice,  
Hélène PARTIMBENE*

P.O





## Reconditionnement de sièges pour véhicules

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01 septembre 2011, donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué,

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à la réfection des sièges pour véhicules,

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché sans consultation préalable à la société Sellerie Nieto, sise 288 rue du Mas de Portaly, 34 000 Montpellier pour un montant maximum de 14 500 € HT,
- de dire que le marché sera valable jusqu'au 31 décembre 2012 et reconductible 3 fois, par période d'un an,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville (nature : 61551 ; fonction 920020),

Montpellier, le 29/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 30/03/2012  
Notifiée le :





## Réparation d'un véhicule suite à panne

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS,

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à la réparation suite à panne du véhicule frigo des restaurants scolaires Iveco Daily immatriculé AB058VD,
- que la prestation doit être réalisée par le réseau Iveco,

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché de réparation (n° MAPA : 2M192) à la société ABVI, sise Rd Point Rieucoulon, BP30228, 34434 St Jean de Védas, pour un montant de 1580€66 HT,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville (nature : 61551 ; fonction : 920020).

Montpellier, le 19/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 20/3/2012  
Notifiée le :

**Acquisition d'une armoire de gestion des clés pour  
l'extension du pool de véhicules à la Maison de la  
Démocratie**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS,

**Considérant :**

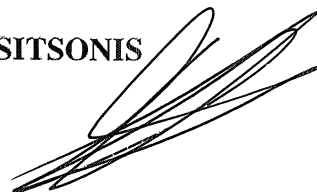
- qu'il y a lieu de poursuivre la mutualisation des véhicules municipaux par la création d'un pool de véhicules à la Maison de la Démocratie,
- que les clés des véhicules doivent être gérées par une armoire de distribution de clés automatique, compatible avec le système qui gère le pool de l'Hôtel de Ville,

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché sans consultation (n° MAPA 2M193) à la société GIR, sise 21 rue Alfred de Musset, 69100 Villeurbanne, pour un montant maximum de 7000 € HT,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville (nature : 2182 ; fonction : 900020).

Montpellier, le 19/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 20/03/2012  
Notifiée le :

## Achat de deux racks à pneus

### Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué ;

### Considérant :

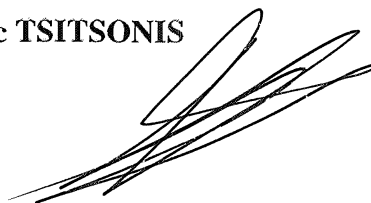
- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de deux racks à pneus pour le service Parc auto,
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées par le service Achats et Production Graphique (MAPA 2M139), l'entreprise Gliozzo Manutention , 18 av du Général de Gaulle, 34690 Fabrègues, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,

### Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Gliozzo Manutention, pour un montant total de 647 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 19/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 20/3/2012  
Notifiée le :



## Maintenance Banc Diagnostic électronique parc auto

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué,

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à la maintenance du banc de diagnostic électronique multimarques Sagem,

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le contrat de maintenance proposé par la société SPX France, ZI les Ajeux – BP156 72406 La Ferté Bernard Cedex,
- d'établir le contrat pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable 3 fois et pour un montant total maximum de 5000 € HT,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville (nature : 6156, fonction : 920020),
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 20/03/2012

Notifiée le :

**Contrat d'entretien préventif et de maintenance des  
installations de froid industriel de la cuisine centrale  
des Restaurants Scolaires  
Autorisation de signer l'avenant n°2**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le contrat d'entretien préventif et de maintenance des installations de froid industriel de la cuisine centrale passé avec la société SOLANREF, 320 rue de la Garriguette, 34130 St Aunès, selon la décision n° 43 du 4 février 2008 modifiée par l'avenant n° 1 en décision n° 487 du 24 septembre 2008, est arrivé à son terme le 31 décembre 2011 ;
- Que pour assurer le bon fonctionnement de ces installations et la continuité du service public de la restauration scolaire, il convient de prolonger ce contrat de trois mois dans l'attente de la désignation d'un nouveau titulaire ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser l'établissement de cet avenant n° 2 prolongeant de trois mois jusqu'au 31 mars 2012, le contrat passé avec la société SOLANREF, 320 rue de la Garriguette, 34130 St Aunès pour l'entretien préventif et de maintenance des installations de froid industriel de la cuisine centrale.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer cet avenant et plus particulièrement toute pièce relative à cette affaire.

Montpellier, le 20/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 21/3/2012  
Notifiée le :



DIRECTION REUSSITE EDUCATIVE

RESTAURANTS SCOLAIRES

## AVENANT N°2

**A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le contrat et du titulaire**

Ministère, collectif territoriale ou établissement :

VILLE DE MONTPELLIER

RESTAURANTS SCOLAIRES

1, place Georges FRÊCHE

34267 MONTPELLIER CEDEX 2

04.67.27.81.00

Représentée par Madame le Maire

Titulaire du contrat :

Société SOLANREF

320, rue de la Garriguette

34130 SAINT AUNES

**B. Renseignements concernant le contrat**

Objet :

CUISINE CENTRALE DES RESTAURANTS SCOLAIRES

Contrat d'entretien préventif et de maintenance des installations de froid industriel de la Cuisine Centrale

Numéro :

Décisions n°43 (04/02/08) et n° 487 (24/09/08)

Montant :

12 577,60 € HT

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant : ....., déposée en Préfecture le : .....

**C. Objet de l'avenant**

Article 1 :

Le présent avenant a pour objet de prolonger de trois mois jusqu'au 31 mars 2012 le contrat passé avec la société SOLANREF pour l'entretien préventif et la maintenance des installations de froid industriel de la cuisine centrale dans l'attente de la désignation du nouveau titulaire.

**Article 2 :**

Les clauses et conditions du contrat initial et des précédents avenants éventuels demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

**Article 3 :**

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

**D. Signatures des parties**

A : ....., le .....

L'entrepreneur,

Monsieur le Directeur  
Société SOLANREF

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué

Jean-Louis GELY



**E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou, dans le cas d'avenant de transfert, à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le (les) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le .....

**Convention de mise à disposition du Palais des Sports  
Pierre de Coubertin entre la Ville de Montpellier et le  
Montpellier Volley Université Club**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2003 approuvant la convention de mise à disposition des installations sportives du Palais des Sports Pierre de Coubertin au Montpellier Volley Université Club ;
- Vu l'avenant n°1 en date du 25 mars 2004 précisant que la convention est consentie pour une année civile ;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de reconduire la mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin au Montpellier Volley Université Club pour l'année 2012 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire la convention de mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin au Montpellier Volley Université Club pour l'année 2012 ;
- de dire qu'en contrepartie de la mise à disposition, le Montpellier Volley Université Club s'acquittera d'une redevance de 8 752 € pour l'année 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 11/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/04/2012  
Notifiée le :



**Direction Jeunesse Sports  
Emploi et Logement  
Service des Sports**

Mairie de Montpellier  
1 Place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 00  
Fax 04 67 34 59 80

Montpellier le  
Réf. :  
Objet :reconduction convention  
Affaire suivie par : Mme  
CHABBERT



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DES INSTALLATIONS SPORTIVES  
PALAIS DES SPORTS PIERRE DE COUBERTIN  
ENTRE LA VILLE ET LE MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB**

Montpellier

- Vu la délibération du 28 avril 2003 approuvant la convention de mise à disposition des installations sportives du Palais des Sports Pierre de Coubertin,
- Vu l'article 5 de ladite convention prévoyant la reconduction expresse,
- Vu la nécessité de reconduire cette convention pour l'année 2012

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition des installations sportives du Palais des Sports Pierre de Coubertin entre le Montpellier Volley Université Club et la Ville de Montpellier pour l'année 2012.

En contrepartie de la mise à disposition, le Montpellier Volley Université Club s'acquittera d'une redevance évaluée à **8 752 €**.

Montpellier le

Le Président de  
Montpellier Volley Université Club

Pour Madame le Maire  
l'Adjointe Déléguée

Jean-Pierre BRACHARD

Patrick VIGNAL

**Convention de mise à disposition du parking  
Heidelberg  
Stade de la Mosson "Mondial 98" pour les matchs de  
football du Montpellier Hérault Sport Club**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision en date du 25 mars 2004 relative au cahier des charges fixant les conditions d'utilisation du parking Heidelberg par le Montpellier Hérault Sport Club ;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- que les matchs du Montpellier Hérault Sport Club ont lieu au stade de la Mosson « Mondial 98 » ;
- que des précisions quant aux modalités d'utilisation du parking Heidelberg sont nécessaires, notamment que la mise sous tension de l'éclairage du parking les soirs de matchs est à la charge de l'utilisateur. ;
- qu'il y a nécessité de reconduire la convention de mise à disposition pour l'année 2012 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire la mise à disposition du parking Heidelberg pour les matchs du Montpellier Hérault Sport Club ;
- de dire qu'en contrepartie de cette utilisation, le Montpellier Hérault Sport Club s'acquittera d'un montant forfaitaire de 1 097 € pour l'année 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 11/04/2012

Pour ~~Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint~~  
délégué  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/04/2012  
Notifiée le :

Direction Jeunesse Sports  
Emploi et Logement  
Service des Sports

Mairie de Montpellier  
1 Place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 00  
Fax 04 67 34 59 80

Montpellier, le  
Réf. :  
Objet : reconduction convention  
Affaire suivie par Mme  
CHABBERT



**CAHIER DES CHARGES  
RELATIF AUX CONDITIONS D'UTILISATION DU PARKING HEIDELBERG  
STADE de la MOSSON « MONDIAL 98 »  
POUR LES MATCHES DE FOOTBALL  
DU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB**

**AVENANT N°1**

Montpellier

- Vu la décision en date 25 mars 2004 mettant en place le cahier des charges relatif aux conditions d'utilisation du parking « Heidelberg » lors des matches du MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB,
- Vu l'article 7 dudit cahier des charges prévoyant la reconduction expresse pour un an,
- Vu la décision en date du modifiant l'article 3 de la convention pour préciser que les utilisateurs s'engagent à mettre en service l'éclairage du parking avec la clef dûment remise par le service des Sports ;
- Vu la nécessité de reconduire ce cahier des charges pour l'année 2012, et de clarifier les conditions d'utilisation,

Les autres articles du cahier des charges, sont sans changement.

En contrepartie de la mise à disposition, le MHSC s'acquittera d'un montant forfaitaire de **1 097€** pour l'année 2012.

Montpellier le

Le Président du MHSC

Louis NICOLLIN

Pour Madame le Maire,  
L'Adjoint délégué,

Patrick VIGNAL

**Marché n°2M157**  
**Plan Local de Déplacements :**  
**réalisation d'une carte dynamique sur les principes**  
**d'organisation des flux automobiles**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation 2011/489 du 18 février 2011 donnant délégation de fonctions à M. Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de faire appel à une prestataire spécialisée pour faire réaliser une carte dynamique destinée à présenter de façon claire et conviviale, l'organisation des flux automobiles dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Local de Déplacements (PLD) par la Ville de Montpellier. L'objectif de cette carte est de faire comprendre au grand public, de manière interactive et ludique, les principes qui régissent le PLD en matière d'organisation des flux automobiles. Cette carte sera notamment utilisée et diffusée lors de réunions publiques pour faciliter la compréhension des enjeux du PLD.
- Après recherche auprès de différents sociétés, seule la société Jean-André Deledda Illustration Multimédia, s'est avérée compétente pour l'élaboration de la carte demandée.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n°2M157 à la société Jean-André Deledda Illustration Multimédia, pour la réalisation de la carte dynamique pour un montant de 900€ H.T..
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville :

Nature : 2031

Fonction : 908241

Ligne : nouveau plan de circulation

**Montpellier, le 20/3/2012**

**Monsieur le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publiée le : 21/3/2012**  
**Notifiée le :**

**Tennis de la Paillade  
Convention d'occupation du domaine public  
Ville de Montpellier - Association "Tennis Club  
Paillade"**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision 2010/14 du 8 janvier 2010 autorisant la signature d'une convention de mise à disposition des terrains de Tennis la Paillade à l'association « Tennis Club Paillade » ;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de reconduire la mise à disposition des tennis de la Paillade à l'association « Tennis Club Paillade » pour l'année 2012 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire la convention de mise à disposition des tennis de la Paillade à l'association « Tennis Club de la Paillade » pour l'année 2012 ;
- de dire qu'en contrepartie de cette mise à disposition, l'association « Tennis Club de la Paillade » s'acquittera pour l'année 2012 d'une redevance de 622 € pour les tennis de la Paillade ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 11/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/04/2012

Notifiée le :

**Direction Jeunesse Sports  
Emploi et Logement  
Service des Sports**

Mairie de Montpellier  
1 Place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 00  
Fax 04 67 34 59 80

Montpellier, le  
Réf. :  
Objet : reconduction convention  
Affaire suivie par Mme  
CHABBERT



**CONVENTION  
DE MISE A DISPOSITION DES TENNIS de la PAILLADÉ  
VILLE DE MONTPELLIER / TENNIS CLUB PAILLADÉ**

Montpellier

- Vu la décision du 8 janvier 2010 et la convention du 14 janvier 2010 concernant la mise à disposition des tennis de la Paillade,
- Vu l'article 3 de ladite convention prévoyant la reconduction expresse,
- Vu la nécessité de reconduire cette convention pour l'année 2012,

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition des tennis de la Paillade entre le Tennis Club de la Paillade et la Ville de Montpellier.

En contrepartie de la mise à disposition, le Tennis Club de la Paillade s'acquittera, pour l'année 2012, d'une redevance évaluée à **622 €**.

Montpellier le

Le Président de  
l'association Tennis Club Paillade

Maurice RENIER

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint délégué,

Patrick Vignal

**Marché n°2M159**  
**Plan Local de Déplacements :**  
**réalisation de cartes dynamiques d'itinéraires**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation 2011/489 du 18 février 2011 donnant délégation de fonctions à M. Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de faire appel à un prestataire spécialisé pour faire réaliser des cartes dynamiques destinées à présenter de façon claire et conviviale, des itinéraires possibles en voiture dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Local de Déplacements (PLD) par la Ville de Montpellier. Ces cartes seront notamment utilisées et diffusées lors de réunions publiques pour faciliter la compréhension des impacts circulatoires du PLD.
- Après recherche auprès de différentes entreprises, seul le prestataire Soussoko Samba, s'est avéré compétent pour l'élaboration des cartes demandées.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n°2M159 au prestataire Soussoko Samba, pour la réalisation de cartes dynamiques relatives à des itinéraires PLD pour un montant de 800€ H.T..
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville :

Nature : 2031      Fonction : 908241      Ligne : nouveau plan de circulation

Montpellier, le 20/3/2012  
Monsieur le Premier Adjoint,

Serge FLEURENCE

Publiée le 21/3/2012  
Notifiée le :

**Tennis Complexe Sportif Léon Cazal  
Tennis Complexe Sportif de Grammont  
Convention d'occupation du domaine public  
Ville de Montpellier - Association ASPTT**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision du 21 juillet 2003 autorisant la signature d'une convention de mise à disposition des terrains de tennis du complexe sportif Léon Cazal ;
- Vu la décision du 21 août 2009 autorisant la signature d'une convention de mise à disposition des terrains de tennis du complexe sportif de Grammont ;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de reconduire les autorisations d'occupation du domaine public relatives au tennis du Complexe Sportif Léon Cazal telle que prévue dans la convention du 18 juillet 2003 et au tennis du Complexe Sportif de Grammont telle que prévue dans la convention du 21 août 2009, pour l'année 2012 ;

**Décide en conséquence :**

- de reconduire les conventions d'occupation du domaine public concernant les tennis du Complexe Sportif Léon Cazal et du Complexe Sportif de Grammont pour l'année 2012 ;
- de dire qu'en contrepartie, l'ASPTT s'acquittera pour l'année 2012 d'une redevance de 3 499 € pour les tennis du Complexe Sportif Léon Cazal, et de 3 101 € pour les tennis du Complexe Sportif de Grammont ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 11/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/04/2012  
Notifiée le :



Direction Jeunesse Sports  
Emploi et Logement  
Service des Sports

Mairie de Montpellier  
1 Place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 00  
Fax 04 67 34 59 80

Montpellier, le  
Réf. :  
Objet :reconduction convention  
Affaire suivie par Mme  
CHABBERT



**CONVENTION  
DE MISE A DISPOSITION DES TENNIS  
DE GRAMMONT  
VILLE DE MONTPELLIER / ASPTT**

Montpellier

- Vu la décision du 21 août 2009 et la convention du 21 août 2009 concernant la mise à disposition des tennis de Grammont,
- Vu l'article 3 de ladite convention prévoyant la reconduction expresse,
- Vu la nécessité de reconduire cette convention pour l'année 2012,

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition des tennis de Grammont entre l'ASPTT et la Ville de Montpellier.

En contrepartie de la mise à disposition, l'ASPTT s'acquittera, pour l'année 2012, d'une redevance évaluée à **3 101 €**.

Montpellier le

Le Président de  
l'association ASPTT

Daniel DELREY

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint délégué,

Patrick VIGNAL

**Direction Jeunesse Sports  
Emploi et Logement  
Service des Sports**

Mairie de Montpellier  
1 Place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 00  
Fax 04 67 34 59 80

Montpellier, le  
Réf. :  
Objet :reconduction convention  
Affaire suivie par Mme  
CHABBERT



**CONVENTION  
DE MISE A DISPOSITION DES TENNIS  
COMPLEXE SPORTIF LEON CAZAL  
VILLE DE MONTPELLIER / ASPTT**

Montpellier

- Vu la décision du 21 juillet 2003 et la convention du 18 juillet 2003 concernant la mise à disposition des tennis du Complexe Sportif Léon Cazal,
- Vu l'article 3 de ladite convention prévoyant la reconduction expresse,
- Vu la nécessité de reconduire cette convention pour l'année 2012,

Il est décidé de reconduire la convention de mise à disposition des tennis du Complexe sportif Léon Cazal entre l'ASPTT et la Ville de Montpellier.

En contrepartie de la mise à disposition, l'ASPTT s'acquittera, pour l'année 2012, d'une redevance évaluée à **3 499 €**.

Montpellier le

La Présidente de  
l'association ASPTT

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint délégué,

LLAHI Juliette

Patrick VIGNAL

**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par**  
**la Ville de Montpellier à SFR**  
**Liaison VALSIERE-CINES L03578**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 3461 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 650 €
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 6922 €.

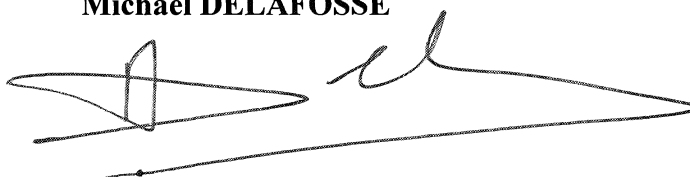
**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/03/2012  
Notifiée le :





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON VALSIERE-CINES  
L03578**

**Entre les soussignés :**

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER  
sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Société Française du Radiotéléphone - SFR, une société anonyme au capital social de  
1.345.144.260,15 € dont le siège social est situé 42 avenue de Friedland 75008 Paris,  
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 403 106  
537, représentée par son directeur en exercice ou par une personne dûment habilitée aux  
fins des présentes

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

## **SOMMAIRE**

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT .....	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES .....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION .....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION .....	6
6.4.2 RECEPTION .....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS .....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES .....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES .....	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE .....	11
ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION .....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION .....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION .....	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES .....	12

## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société SFR, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES**

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre le point de présence de l'opérateur sur la rue de la Valsière et le CINES avenue des Moulins.

La longueur de la liaison représente un linéaire, d'environ 3 461 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

### **ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

### **ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION**

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de SFR.

### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

#### **6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

#### **6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE**

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux



de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

### 6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

### 6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

#### 6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

#### 6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procéderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

### **7.1 : EXPLOITATION**

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

### **7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS**

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

### **7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS**

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

#### **7.3.1. Mode d'alerte**

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17

N° de télécopie : 04 67 34 59 09

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

#### 7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

#### 7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4<sup>ème</sup> dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS**

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

### **9.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès au service est fixé 650 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

### **9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION**

#### **9.2.1 Montant de la redevance**

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

#### 9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "

Contrat n° L03578 " qui sera adressé à :

SFR  
Comptabilité Fournisseur SFR  
TOUR SEQUOIA  
1, Place Carpeaux  
LA DEFENSE 6,  
92915, PARIS LA DEFENSE CEDEX

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

#### 9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO}) \text{ dans laquelle :}$$

- **P** est le prix actualisé;
- **P<sub>o</sub>** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

### ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

## **ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE**

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

## **ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION**

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

### **14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

#### **14.1.1: Dans l'intérêt général**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

#### 14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

#### 14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

#### 14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

### 14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

#### 14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

## **ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

#### Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON VALSIERE-CINES  
L03578**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION**

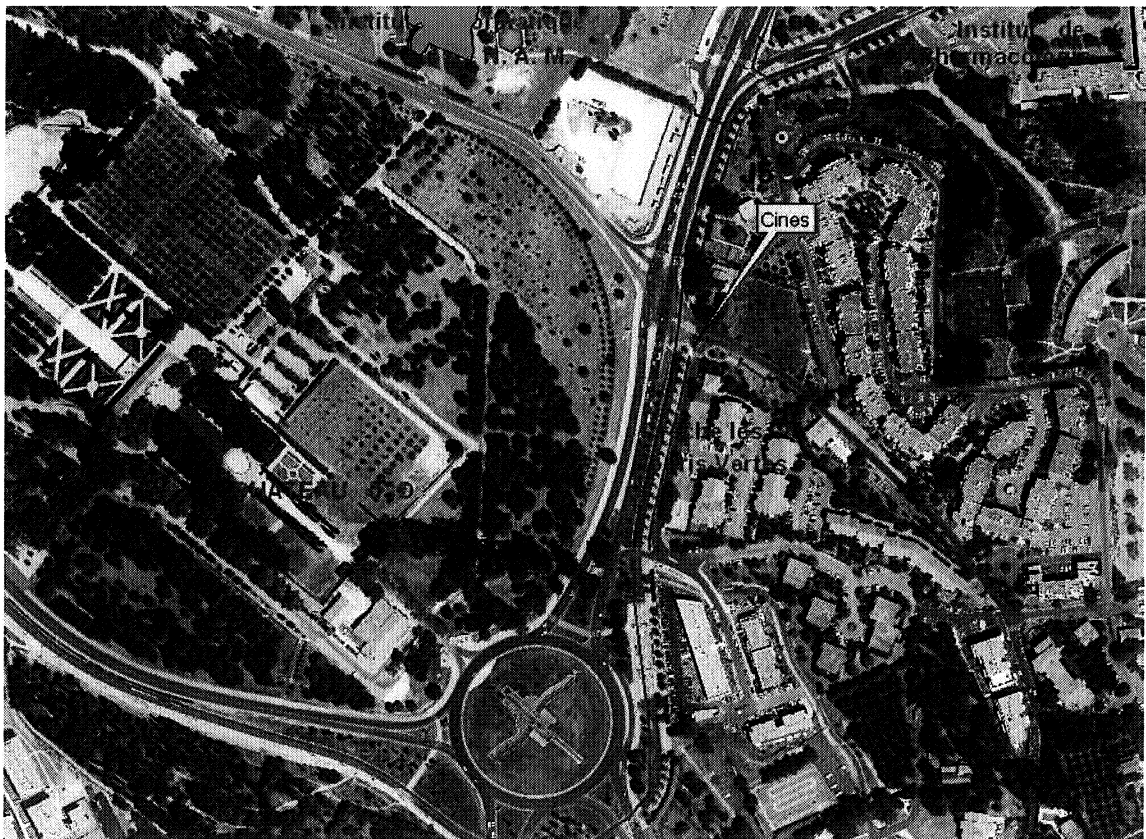
**1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :**

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 3 461 ml.

**2° Points de livraison des liaisons :**

Point de livraison n°3 : chambre L3T rue de la Valsière.

Point de livraison n°4 : chambre L3T avenue des Moulines.





Liaison	linéaire en ml
Rue valsière - Cines	3 461

**3° Date de mise à disposition des liaisons :**

Un mois à compter de la signature de la convention.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON VALSIERE-CINES  
L03578**

**ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES**

## SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

### Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur</b>
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ( $= 0.69 \text{ GN/m}^2$ ) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON VALSIERE-CINES  
L03578**

**ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE**

CAHIER DES CHARGES  
POUR LES  
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

*EXTRAITS*

## **1 – INTRODUCTION ET GENERALITES**

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

**LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.**

**POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.**

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

## **2 – CONTROLES**

### **2.1 – CONTROLES VISUELS**

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).



- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

## 2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<b>ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.</b>
--

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles. Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure). L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

## 2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

**LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

## 3 – PRESENTATION DES RESULTATS

### 3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

7u

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

### 3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.  
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

### 3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p><b>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUITE.</b></p>
---

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.  
Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).  
Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.  
Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectorisées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

### 3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

**L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.**

### 3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectorisées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

## **4 – SEUILS DES RESERVES**

### **4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES**

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

#### **4.1.1 – Inspection visuelle**

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

#### **4.1.2 - Épissures**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.3 – Connecteurs**

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

#### **4.1.4 - Contraintes sur la fibre**

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

#### **4.1.5 - Uniformité de l'atténuation**

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.6 - Atténuation linéique**

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

#### **4.1.7 - Atténuation globale**

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique  $A_{\text{Maxi}}$  qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

## **4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT**

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- $A_{\text{Maxi}}$  en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- $\alpha_{\text{FO}}$  en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- $L_{\text{FO}}$  en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$  en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$  est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- $\alpha_{\text{cn}}$  en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- $N_{\text{cn}}$  est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- $C$  est un coefficient d'effet statistique.
- $\alpha_{\text{rf}}$  en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

### **4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée $\alpha_{\text{FO}}$**

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES  
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

### **4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$**

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10  
 0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10  
 0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

#### 4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

#### 4.2.4 - Atténuation des connecteurs $\alpha_{cn}$

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.**

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.

Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{cn}$	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

#### 4.2.5 - Nombre de connecteurs $N_{cn}$

**ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.**

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

#### 4.2.7 – Coefficient d'effet statistique $C$

$C = 0,98$  si on a à la fois  $L_{FO} \geq 20$  km et  $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$  dans les autres cas.

#### 4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique $\alpha_{rf}$

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs  $\alpha_{rf}$  suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{rf}$	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées),  $\alpha_{rr} = 0$ .

## **5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS**

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

-----



## **ANNEXE 4**

### Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
- Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
- Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
- Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
- Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.

-----

**Convention d'occupation de salle  
Palais Universitaire Sportif Veyrassi  
Université Montpellier 1 / Ville de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL ;

**Considérant :**

- que la Ville de Montpellier est sollicitée par des associations pour l'organisation de manifestations sportives justifiées par l'intérêt général ne pouvant se dérouler que dans le Palais des Sports Universitaire Sportif de Veyrassi appartenant à l'Université 1 ;
- qu'il y a lieu par cette convention de mettre des salles à disposition de l'association Montpellier Badminton Club pour la 1<sup>ère</sup> édition MBC Tour du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 2012 ;

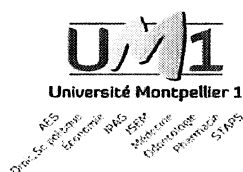
**Décide en conséquence :**

- de passer une convention avec l'Université Montpellier 1 relative à la location de la salle parquet et de la salle sports collectifs pour un montant de 3 266,13 € T.T.C. ;
- d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville :  
Ligne de crédit : 1770 – nature 924-0 – fonction 613-2 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/04/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Patrick VIGNAL

Publiée le : 12/04/2012  
Notifiée le :



## CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE SALLE N° 21003 – 2012

Entre les soussignés :

Monsieur Philippe AUGÉ,  
Président de l'Université Montpellier 1, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 12 mai 2009

d'une part,

et

Madame Hélène MANDROUX  
agissant en qualité de maire de la ville de Montpellier, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifié par délibération du 2009/131 du 30 mars 2009  
Ci-après, nommé « l'utilisateur »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET ET DURÉE**

L'université Montpellier 1 s'engage à mettre à la disposition du service des sports de la ville de Montpellier, au profit du Montpellier Badminton club, les installations et voies d'accès suivantes, qu'il devra restituer en état :

#### **Le parquet de la Halle des sports ainsi que la salle de sports collectifs du PUSLR**

- La période d'utilisation est la suivante : **Le samedi 31 mars 2012**  
**Le dimanche 1<sup>er</sup> avril 2012**
- Horaire : de 07h30 à 22h00
- Les effectifs accueillis seront limités à : 500 personnes.
- L'activité exercée sera : Le Montpellier Badminton Tour 2012

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de leur infrastructure, de l'ordre public, des missions de l'Université, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

### **ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

En contrepartie de cette mise à disposition, l'utilisateur s'engage :

- à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis,
- à verser une participation financière de :

**3266.13 € TTC (Trois mille deux cent soixante et six euros et treize cts),**

tarif approuvé par le conseil d'administration de l'Université Montpellier 1, dans sa séance du **mardi 13 décembre 2011** correspondant notamment :

1. aux charges de fonctionnement,
2. au gardiennage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,
3. au nettoyage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,
4. à l'équipement de la salle

Cette contribution forfaitaire sera due intégralement dès la signature de la présente convention et pourra être payée par chèque bancaire établi au nom du régisseur des activités commerciales hors recherche UM1 ou par virement bancaire (demander RIB).

Cette opération sera soumise à la TVA (art.261.D du CGI).

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ**

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'utilisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition ; cette police portant le n° 034944H a été souscrite du..... au ..... auprès de SMACI.
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le directeur de l'UFR ou son représentant et en accepter l'utilisation en l'état,
- avoir procédé avec le directeur de l'UFR ou son représentant à une visite des locaux utilisés et des voies d'accès à emprunter,
- avoir constaté avec le directeur de l'UFR ou son représentant l'emplacement du dispositif d'alarme, des extincteurs et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, l'utilisateur s'engage :

- à faire respecter l'interdiction réglementaire de fumer dans les locaux,
- à observer le règlement intérieur,
- à observer la capacité d'accueil autorisée,
- à respecter les créneaux horaires autorisés,
- à informer l'Université de toute modification des installations que l'utilisateur souhaiterait apporter.

### **ARTICLE 4 : EXÉCUTION DE LA CONVENTION**

La présente convention est valable pour la période mentionnée à l'article 1 ; elle prend fin automatiquement à l'expiration de cette période ; elle peut toutefois être dénoncée :

Par l'utilisateur :

- pour cas de force majeure, dûment justifié et signifié au Président de l'UM1 par lettre recommandée, un mois avant le début de la période d'utilisation,

Direction de la prospective et du pilotage opérationnel/service des activités commerciales hors recherche

5 boulevard Henri IV CS 19044 34967 Montpellier cedex 2  
tél : 04.34.43.32.09 fax : 04.34.43.32.11 www.univ-montp1.fr

- au delà de cette date, l'Université Montpellier 1 appliquera des frais d'annulation d'un maximum de 25 % de la somme due au titre des actes de gestion et de dédommagements.

Par le Président de l'Université Montpellier 1 :

- à tout moment, pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ou à l'ordre public ou si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

Fait en trois exemplaires à Montpellier, le

Pour le Président de l'Université Montpellier 1  
et par délégation,  
Le Vice-président du Conseil d'Administration

Pour Madame le Maire  
de la ville de Montpellier  
L'adjoint délégué au sport solidaire

Jean MARTINEZ

Patrick VIGNAL

Le Directeur de l'UFR STAPS

Didier DELIGNIERES

**Théâtre Jean Vilar**  
**Conventions d'interventions artistiques pour  
interventions en milieu scolaire**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'une des actions en milieu scolaire du Théâtre Jean Vilar consiste en la mise en place de projets de pratique théâtrale, en partenariat avec des compagnies de théâtre ;
- Qu'il convient de formaliser les conventions avec ces compagnies ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ces conventions peuvent être passées sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver les conventions d'interventions artistiques jointes en annexe avec les compagnies l'Astrolabe (1043.48 € HT) et SmartFr (720.00 € HT) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/03/2012  
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/03/2012  
Notifiée le :



## CONVENTION D'INTERVENTION ARTISTIQUE

Entre les soussignés  
**Cie L'Astrolabe**  
22 rue du Général Lafon  
34000 Montpellier

Siret : 508 905 288 00017 / APE : 9001 Z  
Licence de spectacle : N° 2 - 1020720  
Représenté par Alix JEANJEAN  
en qualité de Présidente, détentrice de la licence  
d'entrepreneur de spectacle, et habilité aux fins des  
présentes par le conseil d'administration de  
l'association.  
Ci - après dénommé d'une part " **L' Entrepreneur**"

ET :

**La Ville de Montpellier**  
Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65  
Email : martine.compan@ville-montpellier.fr  
SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z  
Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742  
Représentée par Madame Hélène MANDROUX,  
Maire, agissant es-qualité en vertu d'une délibération  
du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009  
relative aux délégations consenties par le Conseil  
Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par  
le terme "l'organisateur", d'autre part

### *Préambule :*

*En vertu des articles L. 122-1-1 3° et 762-1 du code du travail, des usages en vigueur dans la profession. Il faut entendre par projet artistique, la création ou la production directe d'une activité face à un auditoire.*

*Il est convenu ce qui suit :*

---

### **Article I- OBJET / DUREE / LIEU D'EXECUTION**

Les parties se sont rapprochées afin d'apporter le concours d'un **METTEUR en SCENE** invité pour réaliser un projet de pratique théâtrale dans le cadre de l'Option facultative théâtre au lycée Victor Hugo à Lunel.

Objet : intervention artistique, mise en scène et direction d'acteur

Lieu de l'intervention : Lycée Victor Hugo à Lunel et Théâtre Jean Vilar à Montpellier

Dates de l'intervention : **lundi 12 décembre 2011 et lundi 14 mai 2012 au théâtre Jean Vilar**  
**20 heures du 13 mars au 12 juin 2012 au lycée Victor Hugo**

### **Article II- OBLIGATIONS de L'ENTREPRENEUR de SPECTACLE**

L'Entrepreneur mettra à disposition un metteur en scène pour assurer la réalisation de la prestation artistique en public et l'encadrement artistique du groupe pendant les temps d'intervention, définis précédemment. En sa qualité d'employeur, il assurera les rémunérations du salarié attaché à la représentation en publique, charges sociales et fiscales comprises (AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, AFDAS).

### **Article III- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR**

L'organisateur assumera la mise à disposition du lieu et l'organisation globale de l'accueil de l'intervenant hors et pendant ses temps d'intervention, y compris le personnel nécessaire à l'accueil et à l'encadrement du groupe dont il assumera la responsabilité pendant le temps d'intervention du personnel mis à disposition.

### **Article IV- PRIX / PAIEMENT**

L'organisateur s'engage à verser au prestataire en contrepartie du présent contrat sur présentation de facture la somme de **1248 € (26 HEURES x 48 €)**

En toutes lettres : **MILLE DEUX CENT QUARANTE-HUIT €UROS**

Le règlement des sommes dues au Prestataire sera effectué dès réception d'une facture par virement sur le compte (joindre un RIB)



**THEATRE JEAN VILAR - 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier**  
Tél : 04 67 40 41 39 - Fax : 04 67 40 28 65  
<http://theatrejeanvilar.montpellier.fr>

**Article VII- ASSURANCES**

L'organisateur et l'Entrepreneur déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation.

**Article IX- ANNULATION**

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Les intempéries ne peuvent être reconnues cas de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

**Article X- COMPETENCE JURIDIQUE**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (Conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à Montpellier, le

En deux exemplaires

L'Entrepreneur\*

*Lu et approuvé*

Compagnie de l'Astrolabe  
14 rue Dom Vaissette  
34000 Montpellier  
SIRET : 508 905 288 00017 APE : 9001Z

L'Organisateur\*

La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

(\*)Faire précéder les signatures de la mention manuscrite " Lu et Approuvé "





## CONVENTION D'INTERVENTION ARTISTIQUE

Entre les soussignés

SMartFr Production de spectacles – Association Kaelli

21 Place Tolozan

69001 Lyon

Siret : 478 741 812 00018 / APE : 9001Z

Licence de spectacle : N° 2/144673

Représenté par Alain Garlan

en qualité de Président, détenteur de la licence

d'entrepreneur de spectacle, et habilité aux fins des

présentes par le conseil d'administration de l'association.

Ci - après dénommé d'une part "L' Entrepreneur"

ET :

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65

Email : martine.compan@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire,

agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil

Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux

délégations consenties par le Conseil Municipal à

Madame le Maire ci-après désignée par le terme

« l'organisateur », d'autre part

*Préambule :*

*En vertu des articles L. 122-1-1 3° et 762-1 du code du travail, des usages en vigueur dans la profession. Il faut entendre par projet artistique, la création ou la production directe d'une activité face à un auditoire.*

*Il est convenu ce qui suit :*

### **Article I- OBJET / DUREE / LIEU D'EXECUTION**

Les parties se sont rapprochées afin d'apporter le concours d'un METTEUR en SCENE invité pour réaliser un projet de pratique théâtrale.

Objet : Intervention artistique, mise en scène et direction d'acteur

Lieu de l'intervention : Collège Les Escholiers

Dates de l'intervention : 25/01 ; 1/02 ; 8/02 ; 29/02

### **Article II- OBLIGATIONS de L'ENTREPRENEUR de SPECTACLE**

L'Entrepreneur mettra à disposition un metteur en scène pour assurer la réalisation de la prestation artistique en public et l'encadrement artistique du groupe pendant les temps d'intervention, définis précédemment. En sa qualité d'employeur, il assurera les rémunérations du salarié attaché à la représentation en publique, charges sociales et fiscales comprises (AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, AFDAS).

### **Article III- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR**

L'organisateur assumera la mise à disposition du lieu et l'organisation globale de l'accueil de l'intervenant hors et pendant ses temps d'intervention, y compris le personnel nécessaire à l'accueil et à l'encadrement du groupe dont il assumera la responsabilité pendant le temps d'intervention du personnel mis à disposition.

### **Article IV- PRIX / PAIEMENT**

L'organisateur s'engage à verser au prestataire en contrepartie du présent contrat sur présentation de facture la somme de 720 € TTC (15 HEURES X 48 € TTC)

En toutes lettres : SEPT CENT VINGT EUROS

Le règlement des sommes dues au Prestataire sera effectué dès réception d'une facture par virement sur le compte (joindre un RIB)



Montpellier mille et une vies

THEATRE JEAN VILAR - 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier

Tél : 04 67 40 41 39 - Fax : 04 67 40 28 65

<http://theatrejeanvilar.montpellier.fr>

SP

**T H E A T R E**  
**J E A N V I L A R**

**Article VII- ASSURANCES**

L'organisateur et l'Entrepreneur déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation.

**Article IX- ANNULATION**

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Les intempéries ne peuvent être reconnues cas de force majeure par la loi et la jurisprudence. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

**Article X- COMPETENCE JURIDIQUE**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (Conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à Montpellier, le

En deux exemplaires

L'Entrepreneur\*

L'Organisateur\*

La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

*Lu et approuvé*  
*Re*  
**SMARTFR**  
production de spectacles  
Siège : Association KAELLI,  
21 place Tolozan / 69001 LYON  
Correspondance : 15 rue du Faubourg  
Saint Jaumes 34000 MONTPELLIER  
Tél. 04 67 84 58 89 • Fax 04 67 58 09 68  
www.smartfr.fr / montpellier@smartfr.fr  
dirat 1 478 741 812 00010 - APE 9001Z  
TVA FR89 478 741 812

(\*) Faire précéder les signatures de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"

**M**

**Montpellier mille et une vies**

THEATRE JEAN VILAR - 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier  
Tél : 04 67 40 41 39 - Fax : 04 67 40 28 65  
<http://theatrejeanvilar.montpellier.fr>

737

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: achat de fournitures de conservation  
spécifiques pour les archives municipales**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que certaines fournitures spécifiques pour la conservation des documents détenus par les Archives Municipales ne sont pas disponibles auprès du titulaire du marché ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, compte tenu de son montant ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (n°2M126) à l'entreprise SECAN, 101 avenue du Général Leclerc, 75014 Paris, pour un montant maximum de 10 000.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/03/2012  
Notifiée le :

## Contrats de prestations de service, Offres Culturelles 2012

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur GELY

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec l'Inspection Académique (IA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC),
- Que cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers,
- Que conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics, la Ville, l'IA et la DRAC ont sélectionné 24 projets,
- Que l'ensemble des prestations dûes sera rémunéré en fonction du nombre d'heures attribué pour chaque projet et par l'application d'un taux horaire de 40,14 HT (48 TTC) assorti d'une aide financière complémentaire pour l'acquisition du matériel si nécessaire,
- Qu'une convention définissant le cadre de ces interventions (notamment le lieu, l'école et le nombre de classes concernées) sera établie entre la Ville et chaque association,
- Que la Ville exigera de chaque association un bilan d'activité à l'issue de la prestation.

Les 24 associations intervenantes sont les suivantes :

ASSOCIATION	ADRESSE	No MARCHE	NOMBRE D'HEURES	COUT HT	COUT TTC	MATERIEL TTC	TOTAL TTC
AIAP	Chez Anne Briguiboul 6 bis Francis Garnier 34 090 MONTPELLIER	1M762	54	2 167,56 €	2 592,00 €	500,00 €	3 092,00 €
Anima	28 rue Aristide Ollivier 34 000 MONTPELLIER	1M763	12		576,00 €	100,00 €	676,00 €

APIEU Territoires de Montpellier	CPIE Atelier Urbain Mas de Costebelle 842 rue de la Vieille Poste 34 000 MONTPELLIER	1M764	35		1 680,00 €		1 680,00 €
Arte cabocla	31 rue de la Paquière, Res. le bois le Montmaur 34 090 MONTPELLIER	1M765	10	401,40 €	480,00 €		480,00 €
Semilla	12 rue du Commerce 34 000 MONTPELLIER	1M766	20	802,80 €	960,00 €		960,00 €
Vitamuse	324 chemin des Magnaneries 34 190 CAZILHAC	1M767	17		816,00 €		816,00 €
Balthazar	16 rue Toiras 34 000 MONTPELLIER	1M768	98	3 933,74 €	4 704,00 €	800,00 €	5 504,00 €
Bouge de l'art	4 rue Bonie 34 000 MONTPELLIER	1M769	12		576,00 €		576,00 €
Centre Choregraphiq ue National de Montpellier Languedoc Roussillon	Agora Boulevard Louis Blanc 34 000 MONTPELLIER	1M770	30	1 203,90 €	1 440,00 €		1 440,00 €
Le Cercle Occitan	Maison de l'Occitanie 117 rue des Etats généraux 34 000 MONTPELLIER	1M771	10		480,00 €	100,00 €	580,00 €
Cie les Fourmis Rousses	14 rue Dom Vaissette 34 070 MONTPELLIER	1M772	20		960,00 €		960,00 €
Compagnie Didier Théron Allons z'enfants	Espace Bernard Glandier 155 rue de Bologne 34 080 MONTPELLIER	1M773	8	321,07 €	384,00 €		384,00 €
Compagnie l'Escargot	6 rue Legendre-Hérail 34 070 MONTPELLIER	1M774	22	883,00 €	1 056,00 €	100,00 €	1 156,00 €
Encore	3 Bis rue de Labbé 34 000 MONTPELLIER	1M775	10		480,00 €		480,00 €

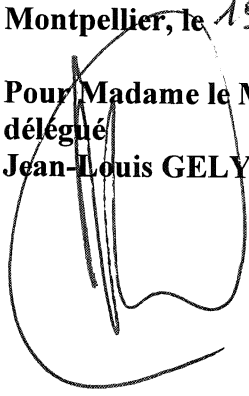
Kerozen et Gazoline	Chemin de l'Hérarde Quartier du Rieucoulon 34 430 SAINT JEAN DE VEDAS	1M776	32		1 536,00 €		1 536,00 €
La Compagnie des Jeux	3 rue Neuve 34 150 GIGNAC	1M777	20		960,00 €	100,00 €	1 060,00 €
La Maison Théâtre	226 André Chanson 34 090 MONTPELLIER	1M778	10		480,00 €		480,00 €
Theatre la vista	42 rue Adam de Craponne 34 000 MONTPELLIER	1M779	SPECTACLE		786,00 €		786,00 €
Le relais, maison des enfants dans la Ville	1 rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	1M780	105		5 040,00 €		5 040,00 €
Ligue Pour la Protection des Oiseaux	3 impasse St Exupery 34 110 FRONTIGNAN	1M781	9	361,26 €	432,00 €	100,00 €	532,00 €
Opéra et Orchestre national Montpellier LR	Le Corum-CS 89024 34 967 MONTPELLIER	1M782	42	1 685,88 €	2 016,00 €		2 016,00 €
Outil théâtre	23 rue Boyer 34 000 MONTPELLIER	1M783	10		480,00 €		480,00 €
Yapad'lez'arts	Chez Danielle Bertrand 2 rue du Général Maurin 34 000 MONTPELLIER	1M784	10	401,40 €	480,00 €		480,00 €
Danse et Dit	Les Fournelades 34 270 St JEAN DE CUCULLES	1M785	10		480,00 €		480,00 €

### Décide en conséquence :

- d'établir un contrat-convention conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics entre la Ville et chaque association intervenante,
- de dire que les crédits correspondant à ces prestations sont inscrits au budget primitif 2012 et que la dépense sera imputée sur le chapitre 922,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Jean-Louis GELY, is written over the printed name.

Publiée le : 20/03/2012  
Notifiée le :

# **MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**VILLE DE MONTPELLIER  
DIRECTION REUSSITE EDUCATIVE  
SERVICE SPORTS  
1, Place Georges Frêche  
34064 MONTPELLIER CEDEX 2**

## **PRESTATIONS DE SERVICE OFFRES CULTURELLES**

**N° de marché :**

**CONTRAT**



**Personne publique contractante :**

**VILLE DE MONTPELLIER**

**Objet du marché :** *Prestations de service dans le cadre des Offres Culturelles*

**Mode de passation et forme de marché :**

**MARCHE PUBLIC** passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 30 du Code des marchés publics.

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :**

**Madame le Maire**

**Ordonnateur :**

**Madame le Maire**

**Comptable public assignataire des paiements :**

**Trésor Public**

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 2 : PRIX</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>L'EXECUTION DES PRESTATIONS AURA LIEU A L'ADRESSE SUIVANTE :</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 : PAIEMENT</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b>PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS</b>	<b>6</b>
<b>DELAI GLOBAL DE PAIEMENT</b>	<b>7</b>

## PREAMBULE

**La présente convention a pour objet de définir :**

- le cadre d'intervention de l'association dans sa prestation culturelle en soutien au projet d'école.**
- le montant de la prestation dû au regard des heures accordées et si besoin est, une aide pour l'achat de matériel spécifique.**
- le lieu, l'école et le nombre de classes concernées**

### Article premier : Contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché et conformément aux clauses et stipulations du CCAG- Fournitures et Services

☐ Le signataire

M .....

Agissant en qualité de .....

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale .....

Adresse .....

Adresse électronique .....

Numéro de téléphone ..... Télécopie .....

Numéro de SIRET ..... Code APE .....

Numéro de TVA intracommunautaire .....

☐ engage l'association ..... sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale .....

Adresse .....

Adresse électronique .....

Numéro de téléphone ..... Télécopie .....

Numéro de SIRET ..... Code APE .....

Numéro de TVA intracommunautaire .....

## Article 2 : Prix

La Ville rétribue l'association prestataire en contrepartie des prestations de service réalisées en fonction du nombre d'heure attribué pour le projet par la commission tripartite (ville, IA, DRAC) .

L'ensemble des services à exécuter sera rémunéré par application d'un prix horaire d'intervention égal à 48 euros TTC (40,14 euros HT) multiplié par le nombre d'heure de prestations accordées au(x) projet(s) par la ville de Montpellier qui est de .....heures, soit :

Montant H.T.	:	.....	Euros(*)
TVA (taux de .....%)	:	.....	Euros(*)
Montant T.T.C.	:	.....	Euros(*)
Soit en toutes lettres(*)	:	.....	

.....  
(\*à remplir par l'association)

Considérant que le nombre d'heures d'intervention nécessaires à la bonne mise en œuvre du projet ou des projets a été établi à..... heures, la différence financière sera versée directement par la DRAC et /ou l'Inspection Académique.

Aucune variante ni prestation supplémentaire ou alternative n'est autorisée.

Un état précis des interventions sera annexé à la présente.

## Article 3 : Délais d'exécution

La durée du marché se confond avec le délai.

Le délai d'exécution des prestations va de janvier 2012 à juin 2012.

## Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire atteste / produit notamment avant tout commencement d'exécution :

- les statuts de l'association, la parution au Journal officiel ainsi que les noms et coordonnées des membres du bureau

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante, dans les locaux mis à disposition par la Ville de Montpellier: Ecole....

Description du projet : (à remplir par l'association)

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

### Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

### **Article 5 : Cas de résiliation**

La Ville de Montpellier se réserve le droit de suspendre la prestation de service et de résilier le présent contrat, sans préavis, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- Arrêt des heures de prestations.
- Non respect du projet culturel tel que défini par le présent contrat
- Manquement grave aux obligations définies par la présente convention.
- Dans les cas où la sécurité matérielle ou morale des enfants serait compromise

### **Article 6 : Paiement**

La personne publique contractante se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants<sup>1</sup> :

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Domiciliation :

Code banque :    Code guichet :    N° de compte :    Clé RIB :

IBAN :

BIC :

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Domiciliation :

Code banque :    Code guichet :    N° de compte :    Clé RIB :

IBAN :

BIC :

### Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prestations ne seront réglées par la Ville de Montpellier qu'à la fin de leur exécution.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 3 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;

---

<sup>1</sup> Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Ville de Montpellier  
Direction des Finances  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

#### Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que l' (les) association(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des marchés publics.

#### **ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

---

*Fait en un seul original*

A .....

Le .....

**Signature du candidat**

*Porter la mention manuscrite*

*Lu et approuvé*

## **ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

---

*Est acceptée la présente offre pour valoir  
marché*

A .....

Le .....

**Signature du représentant du pouvoir  
adjudicateur**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: mission d'attaché de presse pour la  
valorisation de la manifestation Comédie du Livre  
2012**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

**Considérant :**

- Que la Ville organise du 31 mai au 3 juin 2012 la 27<sup>ème</sup> édition de la Comédie du Livre ;
- Que cette manifestation pourrait être valorisée grâce aux services d'un attaché de presse ;
- Qu'en raison de son montant, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (n° 2M134) à Catherine Roger Communication, 89 rue de Grenelle, 75007 Paris, pour un montant de 10 000.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/03/2012  
Notifiée le :



**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par**  
**la Ville de Montpellier à SFR**  
**Liaison VALSIERE-CINES L03579**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 3461 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 650 €
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 6922 €.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/03/2012  
Notifiée le :



7u8



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON VALSIERE-CINES  
L03579**

**Entre les soussignés :**

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER  
sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Société Française du Radiotéléphone - SFR, une société anonyme au capital social de  
1.345.144.260,15 € dont le siège social est situé 42 avenue de Friedland 75008 Paris,  
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 403 106  
537, représentée par son directeur en exercice ou par une personne dûment habilitée aux  
fins des présentes

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

## **SOMMAIRE**

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT .....	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION .....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION .....	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE .....	11
ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION .....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

751

## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société SFR, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES**

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre le point de présence de l'opérateur sur la rue de la Valsière et le CINES avenue des Moulins.

La longueur de la liaison représente un linéaire, d'environ 3 461 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n°2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

### **ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

### **ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION**

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de SFR.

### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

#### **6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

#### **6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE**

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux

de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

### 6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

### 6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

#### 6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

#### 6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procéderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

### **7.1 : EXPLOITATION**

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

### **7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS**

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

### **7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS**

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

#### **7.3.1. Mode d'alerte**

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.



L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17

N° de télécopie : 04 67 34 59 09

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est dû à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

#### 7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

#### 7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4<sup>ème</sup> dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS**

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

### **9.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès au service est fixé 650 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

### **9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION**

#### **9.2.1 Montant de la redevance**

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

#### 9.2.2 Païement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable “

Contrat n° L03579 ” qui sera adressé à :

SFR

Comptabilité Fournisseur SFR

TOUR SEQUOIA

1, Place Carpeaux

LA DEFENSE 6,

92915, PARIS LA DEFENSE CEDEX

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

#### 9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO})$$
 dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **P<sub>o</sub>** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

### **ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

## **ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE**

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

## **ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION**

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

### **14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

#### **14.1.1: Dans l'intérêt général**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

**ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON VALSIERE-CINES  
L03579**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION**

### 1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 3 461 ml.

### 2° Points de livraison des liaisons :

Point de livraison n°3 : chambre L3T rue de la Valsière.

Point de livraison n°4 : chambre L3T avenue des Moulines.







Liaison	linéaire en ml
Rue valsière - Cines	3 461

**3° Date de mise à disposition des liaisons :**

Un mois à compter de la signature de la convention.

764



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON VALSIERE-CINES  
L03579**

**ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES**

## SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

### Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur</b>
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ( $= 0.69 \text{ GN/m}^2$ ) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A SFR  
LIAISON VALSIERE-CINES  
L03579**

**ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE**

CAHIER DES CHARGES  
POUR LES  
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

*EXTRAITS*

## **1 – INTRODUCTION ET GENERALITES**

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

**LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.**

**POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.**

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

## **2 – CONTROLES**

### **2.1 – CONTROLES VISUELS**

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

## 2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<b>ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.</b>
--

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles. Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure). L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

## 2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

**LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

## 3 – PRESENTATION DES RESULTATS

### 3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.



Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

### 3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.  
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

### 3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p><b>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUE.</b></p>
---

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

### 3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

**L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.**

### 3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

## **4 – SEUILS DES RESERVES**

### **4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES**

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

#### **4.1.1 – Inspection visuelle**

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

#### **4.1.2 - Épissures**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.3 – Connecteurs**

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

#### **4.1.4 - Contraintes sur la fibre**

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

#### **4.1.5 - Uniformité de l'atténuation**

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.6 - Atténuation linéique**

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

#### **4.1.7 - Atténuation globale**

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique  $A_{\text{Maxi}}$  qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

## **4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT**

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- $A_{\text{Maxi}}$  en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- $\alpha_{\text{FO}}$  en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- $L_{\text{FO}}$  en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$  en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$  est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- $\alpha_{\text{cn}}$  en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- $N_{\text{cn}}$  est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- $C$  est un coefficient d'effet statistique.
- $\alpha_{\text{rf}}$  en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

### **4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée $\alpha_{\text{FO}}$**

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES  
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

### **4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$**

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10  
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10  
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

#### 4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

#### 4.2.4 - Atténuation des connecteurs $\alpha_{cn}$

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.**

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.  
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{cn}$	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

#### 4.2.5 - Nombre de connecteurs $N_{cn}$

**ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.**

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

#### 4.2.7 – Coefficient d'effet statistique $C$

$C = 0,98$  si on a à la fois  $L_{FO} \geq 20$  km et  $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$  dans les autres cas.

#### 4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique $\alpha_{rf}$

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs  $\alpha_{rf}$  suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{rf}$	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées),  $\alpha_{rr}$  = 0.

## **5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS**

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

-----

## **ANNEXE 4**

### Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
- Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
- Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
- Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
- Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.

-----

**Transfert du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage  
sur le PDE**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS,

**Considérant :**

- que le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le PDE a été attribué à la société Mobility+, sise 102 C rue Amelot, 75011 Paris, par la Décision n° 167 notifiée le 28 avril 2010,
- que suite à une fusion/absorption, l'association Auxilia, sise 102 C rue Amelot, 75011 Paris, reprend l'ensemble des activités de Mobility+,

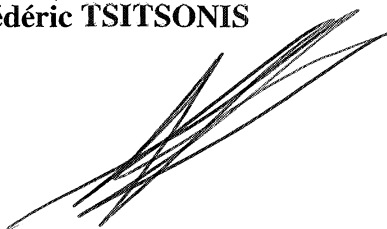
**Décide en conséquence :**

- d'autoriser le transfert du MAPA n° 9M511 au profit de l'association Auxilia pour un montant total de 43212.50 € HT,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 30/03/2012  
Notifiée le :





**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée**  
**Marché de conseil et de représentation en justice**  
**(1H598420)**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'article 30 du code des Marchés Publics ;
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint au maire ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de fixer les honoraires d'avocats, puisque la Ville a recours à leurs prestations tant pour le conseil juridique que pour la représentation en justice devant toutes les juridictions afin de défendre ses intérêts ;
- Qu'une consultation a ainsi été lancée le 16/12/2011 selon les termes de l'article 30 du code des marchés publics pour l'attribution du marché de prestations de conseil et de représentation en justice, composé de deux lots (Lot 1 : conseil et représentation devant les juridictions des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degré ; Lot 2 : conseil et représentation devant les juridictions de cassation) ;
- Que l'analyse de la valeur technique (reposant sur l'organisation humaine, matérielle et technique et sur la méthodologie envisagée pour la meilleure exécution possible de la prestation, la meilleure collaboration avec les services de la Ville et la sécurisation juridique de la collectivité) et du prix a permis de dégager les offres les plus économiquement avantageuses suivantes :
  - o Lot 1 : SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER et ASSOCIES
  - o Lot 2 : SCP LYON-CAEN & THIRIEZ

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le lot 1 à la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER et ASSOCIES, le lot 2 à la SCP LYON-CAEN & THIRIEZ, et de fixer leurs honoraires conformément au tableau annexé à la présente décision ;
- d'autoriser Mme le Maire ou M. L'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tous les documents relatifs, notamment, à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville Nature 6227 Fonction 920 200 (pour la représentation en justice) et Nature 617 Fonction 920 200 (pour le conseil).

Montpellier, le 22/3/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 23/3/2012  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'hébergement du portail multi-sites  
internet et des sites crise-circulation (lot1) ainsi que le  
référencement et statistiques (lot2);**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour des prestations en vue de l'hébergement du portail multi-sites internet et des sites crise-circulation (lot1) et le référencement et statistiques (lot2);
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 25/01/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Eolas, pour les lots 1 et 2 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société Eolas (lot1) pour un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 30 000 € HT; ainsi que le lot2, pour un montant minimum de 5 000 € HT et un montant maximum de 14 000 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 920.

Montpellier, le 15/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 16/03/2012  
Notifiée le :



Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Domanialité publique

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2012/0146

**Foncier**  
**Ilot du Guesclin**  
**Autorisation d' Occupation Temporaire**  
**Rue Aristide Ollivier**  
**Société Sogeprom Sud Réalisations**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'article L 2122-1 du CG3P et suivant,
- Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction n° 2011/2209/T/R attribuant une délégation de signature à Monsieur Michaël Delafosse,

**Considérant :**

- que la Société SOGEPROM SUD REALISATIONS (PRAGMA IMMOBILIER) a déposé un permis de construire sur le site de « Du Guesclin » situé le long du tramway, ligne 1, entre la rue Du Guesclin, l'avenue Henri Frenay, et la rue Aristide Ollivier, pour réaliser un projet immobilier composé d'une partie commerciale et des logements,
- qu'il convient d'assurer un accès handicapés à cette opération,
- que la rue Aristide Ollivier est une voie publique communale,
- que le promoteur a sollicité de la Ville l'autorisation de réaliser un ouvrage sur 2 niveaux au dessus de la rue Aristide Ollivier, constitué d'une passerelle piétonne d'une superficie de 50 m<sup>2</sup> environ, permettant ainsi une traversée sécurisée pour aboutir au niveau des commerces, et d'un aménagement d'une superficie de 11 m<sup>2</sup> environ, qui permet de prolonger le cheminement piéton existant le long des commerces projetés sur l'avenue Henri Frenay,
- que cet ouvrage, nécessaire à l'opération, doit faire l'objet d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) accordée par la Ville, sous forme de convention,

**Décide en conséquence :**

- de signer avec la société SOGEPROM SUD REALISATIONS (PRAGMA IMMOBILIER), une convention pour l'autoriser à occuper temporairement une superficie totale de 61 m<sup>2</sup> au dessus de la rue Aristide Ollivier, pour d'une durée de 6 ans, renouvelable annuellement,

- de percevoir une redevance annuelle de 208 € / m<sup>2</sup>, qui sera réduite de 50 % compte tenu du fait que la passerelle sera ouverte au public, soit 104 € / m<sup>2</sup> / an, ce qui représente une redevance annuelle de 6 344 €, qui ne sera versée qu'à compter de l'ouverture de la passerelle au public,

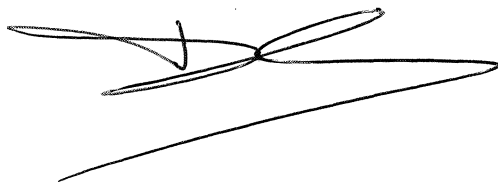
- de prévoir qu'à l'issue de cette autorisation, cet ouvrage permettant aux personnes handicapées l'accès à l'ensemble immobilier, ne sera pas démoli, mais le bien sera repris par la Ville pour garantir sa pérennité, sans que le preneur puisse prétendre à une indemnité.

Montpellier, le 12/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16/03/2012

Notifiée le :



**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE**  
**DU DOMAINE PUBLIC**

**Par la COMMUNE DE MONTPELLIER au profit de SOGEPROM SUD**  
**REALISATIONS**

**ENTRE :**

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de l'HERAULT, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000), identifiée au SIREN sous le numéro 213401722.

**Représentée par :**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint au Maire de ladite commune, élu à cette fonction par le Conseil Municipal le 21 mars 2008, délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique par arrêté de Madame le Maire de la COMMUNE DE MONTPELLIER n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011, dont une copie demeurera jointe et annexée aux présentes après mention.

Et spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une décision de Madame le Maire n° en date du visée par la Préfecture de l'Hérault le même jour, dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Ladite décision a été publiée sous forme d'affichage d'extraits effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code sus-visé n'est pas encore écoulé et que la Commune n'a reçu notification d'aucun recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif à ce jour, ainsi que son représentant sus-nommé le déclare.

**D'UNE PART,**  
**Ci-après dénommée « la COMMUNE DE MONTPELLIER »**

**ET :**

La société dénommée **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, société par actions simplifiée au capital de 37.000,00 EUR, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 80 place Ernest Granier Etoile Richter CS 19501, identifiée au SIREN sous le numéro 482 966 975 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

**Représentée par :**

La société **PRAGMA**, société par actions simplifiée, au capital de 600.000,00 EUR, dont le siège est à MONTPELLIER (34000) – 80, place Ernest Granier - Etoile Richter - CS 19501, identifiée sous le numéro SIREN 950016535, RCS MONTPELLIER, en qualité de Président, fonction à laquelle elle a été désignée aux termes d'une décision du Comité de Surveillance en date du 12 juillet 2006, dont une copie est demeurée ci-annexée, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des articles 2 et 13 des statuts,

La société PRAGMA elle-même représentée par Monsieur Philippe **GADELLE**, agissant en qualité de Président de ladite société, nommé à cette fonction aux termes d'une assemblée générale en date du 22 juin 2006, dont une copie du procès-verbal est demeurée ci-annexée.

#### **D'AUTRE PART,**

**Ci-après dénommée « l'OCCUPANT »**

#### **EXPOSE PREALABLE**

Dans le cadre de son projet de développement urbain et de sa politique de l'habitat, la Ville de MONTPELLIER a confié à la SERM aux termes d'une convention signée le 5 février 2003, reçue en préfecture le 6 février 2003, les études préalables nécessaires à l'établissement du programme d'interventions de l'opération dénommée « Montpellier Grand Cœur » couvrant le quartier Centre de Montpellier et regroupant le centre historique, les Arceaux, Boutonnet, les Beaux-Arts, Antigone, Gambetta, Figuerolles et le secteur des gares.

Par délibération du 26 juin 2003, la Ville de MONTPELLIER a décidé de confier la réalisation de l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur » à la SERM dans le cadre d'une convention publique d'aménagement en application des dispositions des articles L 300-4 et L 300-5 du code de l'urbanisme, cette convention ayant fait l'objet de plusieurs avenants.

Cette opération d'aménagement comprend la mise en œuvre :

- d'opération de restauration immobilière (PRI) avec DUP de travaux
- d'actions définies dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH RU)
- d'actions définies dans le cadre d'opérations de résorption d'habitat insalubre (RHI)
- le cas échéant de zones d'aménagement concerté (ZAC)
- d'actions en faveur de la réalisation de logements neufs, comprenant également des logements sociaux

Sur ce dernier volet, afin de répondre à la demande croissante de logements, la Ville de Montpellier par l'intermédiaire de son aménageur a souhaité proposer des logements dans les opérations d'aménagement publiques, à des conditions financières qui puissent permettre aux ménages ciblés d'accéder à la propriété.

A cet effet, l'îlot DUGUESCLIN dont l'assiette foncière est la suivante :

Section	N°	Adresse	Contenance	Propriétaire
HM	117	8, rue Duguesclin	498 m <sup>2</sup>	SNCF
HM	118	6, rue Duguesclin	752 m <sup>2</sup>	ICF
HM	119	4, rue Duguesclin	844 m <sup>2</sup>	SNCF
HM	120	2, rue Duguesclin	859 m <sup>2</sup>	ICF
HM	122	Rue Aristide Ollivier	20 m <sup>2</sup>	RFF
HM	353	Rue Aristide Ollivier	50 m <sup>2</sup>	SERM
HM	354	Rue Aristide Ollivier	120 M <sup>2</sup>	RFF
HM	356	Rue Duguesclin	58 m <sup>2</sup>	SERM
HM	475	Avenue Frédéric Mistral	21 m <sup>2</sup>	ICF
HM	501	Rue Duguesclin	58 m <sup>2</sup>	SERM
HM	502	Rue Duguesclin	272 m <sup>2</sup>	SNCF
HM	503	Rue Duguesclin	22 m <sup>2</sup>	SNCF

**Total surface : 3.574 m<sup>2</sup>**

a fait l'objet d'un protocole d'accord entre les propriétaires principaux (SNCF, ICF et Ville) et la SERM, en date du 3 avril 2008, aux fins de définir les conditions dans lesquelles serait menée la consultation des promoteurs-constructeurs pour la vente du foncier.

Le groupement PRAGMA-SOCRI a présenté une proposition de projet immobilier mixte comprenant des logements et des commerces, et d'offre d'acquisition du foncier, qui a été retenue par le jury spécialement composé pour cette consultation.

Au final, le projet immobilier consiste en un programme mixte comportant :

- un programme à réaliser en accession libre ;
- un complément, soit 2.720 m<sup>2</sup> minimale de la SHON restante affectée au logement, destiné à un programme en « logement social public » ;
- un programme de locaux commerciaux de 5.200 m<sup>2</sup> de SHON environ.

Afin d'assurer un accès sécurisé pour piétons et personnes à mobilité réduite à cette opération, la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, dont le groupement PRAGMA SOCRI s'est substitué, a sollicité de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** l'autorisation de réaliser un ouvrage consistant en :

D'une part, une passerelle assurant une liaison horizontale d'une superficie d'environ 50 m<sup>2</sup> située en surplomb de la rue Aristide Ollivier pour permettre notamment l'accès des personnes à mobilité réduite aux commerces de l'opération.

D'autre part, un ouvrage en surplomb du domaine public d'environ 11 m<sup>2</sup> situé en surplomb de la rue Aristide Ollivier permettant de prolonger le cheminement piétonnier existant sur l'axe Polygone – Saint Roch.

Afin de permettre à la société SOGEPROM SUD REALISATIONS de réaliser ces ouvrages à usage de liaison, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** a décidé de consentir à ladite société une autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public pour une durée de 6 ans, renouvelable par tacite reconduction tous les ans.

En effet, cette utilisation est compatible avec l'affectation de la dépendance domaniale considérée, dans la mesure où l'**OCCUPANT** s'oblige à ne pas faire obstacle à la circulation du public sur l'emprise domaniale objet de la présente autorisation, située dans le prolongement du cheminement piétonnier préexistant, sauf durant la période de travaux nécessaires à la construction dudit ouvrage.

Cette autorisation temporaire et personnelle, non constitutive de droits réels, obéit aux dispositions des articles L.2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

L 2122-1 : "Nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L.1 ou l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous".

L 2122-2 : "L'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire".

L. 2122-3 : "L'autorisation mentionnée à l'article L.2122-1 présente un caractère précaire et révocable".



## DESIGNATION

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** met à disposition de **L'OCCUPANT** une emprise d'environ 50 m<sup>2</sup> et une emprise d'environ 11 m<sup>2</sup> située en surplomb de la rue Aristide Ollivier, telles que figurées sur les plans ci-annexés.

## OBJET DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie en vue de la construction d'un ouvrage à usage de passerelle de liaison permettant un accès sécurisé à l'opération immobilière visée dans l'exposé, pour les piétons et personnes à mobilité réduite.

## CONSISTANCE - REGLEMENTATION – TRAVAUX

### CONSISTANCE

**L'OCCUPANT** déclare avoir parfaite connaissance des emprises sus-désignées, les prendre dans leur état pour les avoir vus et visités, sans recours contre quiconque pour quelque cause que ce soit.

Un état des lieux sera établi avant l'ouverture du chantier.

Les parties conviennent de constater l'état des lieux par voie de référé préventif.

La provision destinée à l'expert sera à la charge de **L'OCCUPANT**.

### REGLEMENTATION

S'agissant d'une mise à disposition à titre onéreux d'immeubles dépendant du domaine public de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, la convention obéit aux règles suivantes arrêtées directement entre les parties :

- **L'OCCUPANT** effectuera à ses frais exclusifs tous aménagements imposés par les réglementations relatives à l'urbanisme, la sécurité et l'environnement, quelle que soit l'importance de l'aménagement considéré, de manière à ce que les biens objet des présentes soient en permanence en conformité avec les prescriptions attachées à ces réglementations ;

- **L'OCCUPANT** utilisera les biens dont s'agit exclusivement à la construction d'un ouvrage à usage de passerelle de liaison permettant un accès sécurisé pour piétons et personnes à mobilité réduite à l'opération immobilière

Cette destination étant une clause essentielle et déterminante des présentes sans laquelle la présente autorisation n'aurait pu être donnée. Toute autre utilisation est interdite, sauf accord préalable et express de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

- **L'OCCUPANT** devra respecter en permanence les lois et règlements attachés à la destination sus-visée ;

- La **COMMUNE DE MONTPELLIER** pourra, à tout moment et sans en prévenir obligatoirement à l'avance **L'OCCUPANT**, effectuer tout contrôle qu'elle juge opportun et nécessaire, notamment à l'effet de vérifier le respect de la destination et de la réglementation y attachée, le respect et la bonne réalisation des travaux convenus, l'entretien général des biens.

### APPROBATION PREALABLE DU PROJET DE TRAVAUX

**L'OCCUPANT** s'engage à réaliser lesdits ouvrages conformes au descriptif technique détaillé et aux plans préalablement approuvés par la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, demeurés joints aux présentes, et qui devront être dûment autorisés aux termes du permis de construire qui sera délivré par la **COMMUNE DE MONTPELLIER** à **L'OCCUPANT** pour la réalisation de l'ensemble immobilier LE MEDITERRANEE.

**L'OCCUPANT** s'oblige à poursuivre l'édification dudit ouvrage jusqu'à son complet achèvement.

**L'OCCUPANT** s'oblige à transmettre à la **COMMUNE DE MONTPELLIER** le plan d'installation de chantier préalable au démarrage des travaux de l'ensemble immobilier et devra obtenir l'autorisation expresse d'organiser ledit chantier particulièrement à la réalisation dudit ouvrage.

### TRAVAUX

**L'OCCUPANT** ne pourra effectuer les travaux nécessaires et procéder aux installations indispensables à la destination sus-indiquée qu'après l'obtention de toutes les autorisations administratives et la constatation de l'absence de recours, et l'acquisition du foncier nécessaire à l'opération immobilière visée dans l'exposé.

Ces travaux devront être effectués dans le strict respect du descriptif technique détaillé présenté à la **COMMUNE DE MONTPELLIER** et préalablement approuvé par elle.

Dès leur accomplissement, ces travaux feront l'objet d'un état des lieux contradictoire.

Pendant la durée desdits travaux, **L'OCCUPANT** devra prendre toutes les assurances relatives tant à la protection des biens qu'à la protection des personnes et en justifier auprès de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** dans la huitaine de leur commencement d'exécution.

Il devra également souscrire toutes assurances tant biennales que décennales obligatoires relativement aux constructions et en justifier auprès de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** dans la huitaine de leur souscription.

### CARACTERES DE L'OCCUPATION

Conformément à l'article L 2122-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette occupation du domaine public est temporaire.

Conformément à l'article L 2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette autorisation d'occupation du domaine public présente un caractère précaire et révocable.

Cette autorisation présente un caractère strictement personnel qui ne confère aucun droit réel à **L'OCCUPANT** sur le terrain objet des présentes.

En revanche, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat du 4 mars 1991 (Dame Palanques), **L'OCCUPANT** a, pendant toute la durée de validité de l'occupation, les prérogatives et obligations du propriétaire sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier dont l'édification a été prévue par la présente autorisation.

**L'OCCUPANT** ne pourra pas grever son droit d'occuper le terrain ni les constructions, ouvrages et installations qu'il y aura édifiées, de privilèges et d'hypothèques pour garantir les emprunts contractés en vue de financer la réalisation, la modification ou l'extension des ouvrages de caractère immobilier autorisés par le présent titre.

La présente convention ne confère à **L'OCCUPANT** qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou à usage agricole.

La présente autorisation n'est pas soumise aux dispositions du décret n°53-960 du 30 septembre 1953 et ne pourra conférer la propriété commerciale au propriétaire.

En raison du caractère personnel de l'autorisation, toute cession totale ou partielle ou tout apport en société des droits retirés de la présente convention est interdite.

### **DUREE**

La présente convention est consentie et acceptée à titre précaire et révocable pour une durée de 6 années entières et consécutives prenant effet à compter de l'acquisition du foncier nécessaire à l'opération immobilière visée dans l'exposé.

Elle se renouvelle par tacite reconduction, tous les ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les conditions ci-après évoquées.

A l'expiration de la durée des présentes, éventuellement reconduite, **L'OCCUPANT** ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

### **REDEVANCE**

La présente autorisation est consentie moyennant une redevance annuelle de DEUX CENT HUIT EUROS (208,00 EUR) par mètre carré, réduite à CENT QUATRE EUROS (104,00 EUR) par mètre carré soit la somme de **SIX MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE EUROS (6.344,00 EUR)**.

Cette redevance réduite est justifiée par le fait que **L'OCCUPANT** s'oblige à maintenir le libre accès du public sur l'emprise de la dépendance domaniale considérée pendant la durée de la présente autorisation, ainsi qu'il est dit supra.

Ladite redevance est payable dans les quinze premiers jours de janvier, et pour la première année dans les quinze premiers jours à compter de l'ouverture de la passerelle au public, au prorata temporis de jouissance.

**L'OCCUPANT** s'oblige à acquitter ladite redevance auprès de la trésorerie publique de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

La redevance annuelle ne sera pas actualisée sur l'indice du coût de la construction et ne sera pas révisable à l'expiration de chaque période annuelle.

### **RETRAIT DE L'AUTORISATION PAR LA COMMUNE**

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** peut, à tout moment et pour l'un des motifs ci-après, retirer le présent titre en totalité ou en partie avant le terme fixé.

**L'OCCUPANT** à la date du retrait est informé de celui-ci par pli recommandé avec avis de réception SIX MOIS avant le retrait.

En tout état de cause et quels que soient les motifs du retrait de l'autorisation, **L'OCCUPANT** aura l'obligation d'entretenir ledit ouvrage pendant toute la durée de l'autorisation.

Dans tous les cas de retrait anticipé, les redevances payées d'avance par le bénéficiaire seront restituées par LA COMMUNE DE MONTPELLIER, sans préjudice du droit, pour elle, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

a) Retrait pour motif d'intérêt général :

La résiliation totale ou partielle de l'autorisation d'occupation du domaine public, avant le terme fixé, pour un motif d'intérêt général, pourra être décidée par la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

Cette reprise ne pourra s'effectuer que sous un préavis de TROIS MOIS effectué par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de retrait de l'autorisation avant le terme convenu, pour motif d'intérêt général, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** sera tenue d'assurer par tous moyens à sa convenance la permanence d'accès à l'ensemble immobilier pour les piétons pour l'accès audit bâtiment.

De ce fait aucune indemnité ne sera due par la **COMMUNE DE MONTPELLIER** en cas de retrait anticipé.

b) Retrait pour inexécution par L'OCCUPANT des clauses et conditions :

La présente autorisation d'occupation du domaine public pourra être révoquée par la **COMMUNE DE MONTPELLIER** en cas d'inexécution de l'une quelconque des clauses et conditions générales ou particulières de la présente autorisation et notamment :

- en cas de disparition juridique de **L'OCCUPANT** ;
- en cas d'agissements de **L'OCCUPANT** de nature à compromettre la bonne exploitation des ouvrages,
- en cas de cession totale ou partielle ou apport en société des droits retirés de la présente convention ;
- en cas d'inexécution ou de non-respect par **L'OCCUPANT** de l'une des conditions convenues aux présentes.
- en cas de non-paiement par **L'OCCUPANT** d'un seul terme de la redevance, à son échéance ;
- en cas de non-exécution ou de l'exécution seulement partielle des engagements de **L'OCCUPANT** tels qu'énoncés dans la présente autorisation ainsi que dans le descriptif technique détaillé ci-annexée et de nature à remettre en cause l'économie générale du projet.

L'inexécution s'entend du non-respect :

- financier de l'engagement, du fait de carence dans le paiement des diverses sommes dues au titre des charges, impôts et frais divers ;
- technique.

La résiliation du chef de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** aura lieu par lettre recommandée avec accusé de réception dûment motivée et son effet partira du jour de l'accusé de réception. Un délai de TROIS MOIS de préavis devra être respecté.

Il est ici précisé qu'en cas de résiliation de la présente autorisation pour non-respect des clauses et conditions des présentes, aucune indemnité ne sera due à **L'OCCUPANT**.

**RESILIATION A LA DEMANDE DE L'OCCUPANT**

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement d'utiliser l'ouvrage qu'il aura édifié, avant l'expiration de la présente convention, **L'OCCUPANT** pourra résilier celle-ci en notifiant, moyennant un préavis de TROIS MOIS, sa décision par lettre recommandée adressée à la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

**L'OCCUPANT** pourra demander la résiliation des présentes en cas de destruction, par cas fortuit, et de non reconstruction de l'ouvrage, en notifiant,

moyennant un préavis de TROIS MOIS, sa décision par lettre recommandée adressée à la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

La résiliation ne donne droit au paiement d'aucune indemnité. Les redevances payées d'avance par **L'OCCUPANT** resteront acquises à la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, sans préjudice de droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Il est précisé que **L'OCCUPANT** ne peut se libérer de la redevance, ni se soustraire à ses obligations en délaissant le fonds.

### **SORT DES OUVRAGES A LA CESSATION DE L'AUTORISATION**

A l'expiration, où en cas de résiliation à l'initiative de **L'OCCUPANT** pour quelque cause que ce soit, ce dernier sera tenu d'enlever à ses frais l'ouvrage qui a été réalisé sur les dépendances domaniales occupées qu'il devra, sans prétendre à indemnité, remettre en leur état primitif, à moins que la **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne renonce en tout ou partie à sa démolition.

En cas de résiliation à l'initiative de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, dans l'un ou l'autre des cas susvisés, les travaux de démolition et/ou de remise en état initial seront à la charge exclusive de cette dernière si elle les juge nécessaires.

L'ouvrage, dont le maintien à l'issue de la présente autorisation a été accepté, deviendra de plein droit et gratuitement la propriété de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

La décision de maintien de tout ou partie de l'ouvrage sera portée à la connaissance de **L'OCCUPANT** au plus tard TROIS MOIS avant la date d'expiration ou de retrait anticipé.

A compter de la cessation de l'autorisation, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** s'oblige à conserver par tous moyens un accès pour piétons et personnes à mobilité réduite à l'ensemble immobilier visé dans l'exposé.

### **CONDITIONS DE JOUISSANCE**

#### **1°) Jouissance**

**L'OCCUPANT** jouira du bien dont il s'agit à l'exemple d'un bon père de famille tel que défini par le Code civil sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

#### **2°) Occupation - Empiètement - Usurpations**

**L'OCCUPANT** s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir la **COMMUNE DE MONTPELLIER** de tout ce qui pourrait se produire sous peine de tous dépens, dommages intérêts, et même de résiliation des présentes. Il devra prévenir immédiatement la **COMMUNE DE MONTPELLIER** de toutes actions pouvant porter atteinte aux droits de ces derniers sur les biens occupés.

#### **3°) Responsabilité en cas de dommages**

**L'OCCUPANT** est responsable de tout dommage causé par la réalisation, l'exploitation ou l'enlèvement de l'ouvrage. Il a la charge des réparations des dégâts causés par lui-même ou ses entrepreneurs aux ouvrages de voirie, aux réseaux divers et d'aménagement général de la zone où se trouvent les emprises mises à disposition.

#### **4°) Assurances**

**L'OCCUPANT** devra contracter toutes assurances de dommages aux biens et de responsabilité civile et communiquera à la **COMMUNE DE MONTPELLIER** la copie des contrats d'assurance et leurs avenants dans le mois de leur signature.

**L'OCCUPANT** devra, pendant le cours des présentes, assurer pour une somme suffisante ;

- son ouvrage contre les dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition ;

- le recours des propriétaires et le risque des voisins ;

- ses salariés contre les risques d'accident du travail ;

- Les polices souscrites devront garantir la **COMMUNE DE MONTPELLIER** contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit tiré de l'utilisation du domaine.

Il en paiera les primes à leurs échéances et justifiera du tout à la **COMMUNE DE MONTPELLIER** par la production des polices et des quittances.

#### **5°) Perte partielle de l'ouvrage ou de son utilité**

Il est expressément convenu que **L'OCCUPANT** ne pourra demander de réduction partielle de la redevance pour perte partielle de l'ouvrage ou de son utilité par cas fortuit.

#### **6°) Fin des présentes - Obligation de l'OCCUPANT**

Quelle que soit la cause de la fin des présentes, à sa sortie, **L'OCCUPANT** devra restituer les emprises en leur état primitif, à moins que la **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne renonce en tout ou partie à leur démolition. Auquel cas, **L'OCCUPANT** devra remettre les ouvrages en bon état, sauf les modifications et transformations régulièrement autorisées et effectuées au cours de la présente autorisation.

#### **7°) Entretien et exploitation des ouvrages**

**L'OCCUPANT** aura à sa charge les travaux nécessaires au maintien en bon état des emprises mises à sa disposition, ainsi qu'au maintien en bon état d'entretien et de propreté des ouvrages qu'il a réalisés.

Il sera responsable de toute détérioration survenant soit de son fait, soit du fait des tiers, des emprises mises à sa disposition. Dans les mêmes conditions, **L'OCCUPANT** s'engage à maintenir les ouvrages en bon état d'exploitation et d'aspect.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** aura droit de visiter les emprises et les constructions ou de les faire visiter par son architecte ou son mandataire pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien et de réparation.

L'exploitation des constructions et installations réalisées doit être assurée d'une façon continue.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** se réserve le droit, au cas où **L'OCCUPANT** ne respecterait pas cet engagement, de lui demander d'effectuer les réparations ou opérations d'entretien correspondantes.

Si ce dernier contestait la nécessité d'effectuer les réparations ou opérations d'entretien demandées, un expert serait nommé d'un commun accord ou, en cas de désaccord par Monsieur le Président du Tribunal Administratif statuant en référé.

#### **8°) Contrôle et surveillance**

**L'OCCUPANT** s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la **COMMUNE DE MONTPELLIER** jugerait utile d'exercer. **L'OCCUPANT** aura l'obligation de surveiller les emprises faisant l'objet des présentes conventions.

### **ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES** **REGLEMENTATION GENERALE**

Les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement sont ci-après littéralement rapportées :

« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. A cet effet, un état des risques naturels et technologiques est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet. En cas de mise en vente de l'immeuble, l'état est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

II. - En cas de mise en location de l'immeuble, l'état des risques naturels et technologiques est fourni au nouveau locataire dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 3-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

III. - Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.

IV. - Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

V. - En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix. »

#### **PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES**

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation a été approuvé le 13 janvier 2004 et un plan de prévention des risques naturels prévisibles de feux de forêts a été approuvé le 30 janvier 2008.

Conformément aux dispositions de l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, un état des risques fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet sont demeurés ci-joint et annexés après mention.

L'immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité au titre d'une catastrophe liée à ce plan de prévention, ainsi déclaré.

#### **PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

Il n'existe pas, à ce jour, de plan de prévention des risques technologiques applicable aux présentes, ainsi qu'il résulte des états des risques susvisés.

#### **ENREGISTREMENT – ABSENCE DE PUBLICITE FONCIERE**

Le présent acte sera enregistré à la recette des impôts compétente aux frais **L'OCCUPANT** et donnera ouverture au droit fixe des actes innomés prévu à l'article 680 du Code Général des impôts.

Cette autorisation, d'une durée inférieure à 12 ans et non constitutive de droits réels, ne sera pas publiée au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER.

#### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs domiciles ou sièges respectifs.

### **FRAIS**

Le montant des droits fiscaux et autres frais des présentes sont à la charge de **L'OCCUPANT**, qui s'oblige à leur paiement.

**Fait à**  
**Le**

<b>LA COMMUNE DE MONTPELLIER</b>	
<b>L'OCCUPANT</b>	

Pièces jointes :

- Plan de coupe
- Plan de masse
- Notice descriptive détaillée



